

JUIN 1990

le COURRIER de l'UNESCO



VENTS DE LIBERTÉ

VACLAV HAVEL
DESMOND TUTU
JOSEPH BRODSKY
OCTAVIO PAZ
FEDERICO MAYOR
ALAIN TOURAINE
ADONIS
ROBERT DARNTON

M 1205 - 9006 - 15.00 F



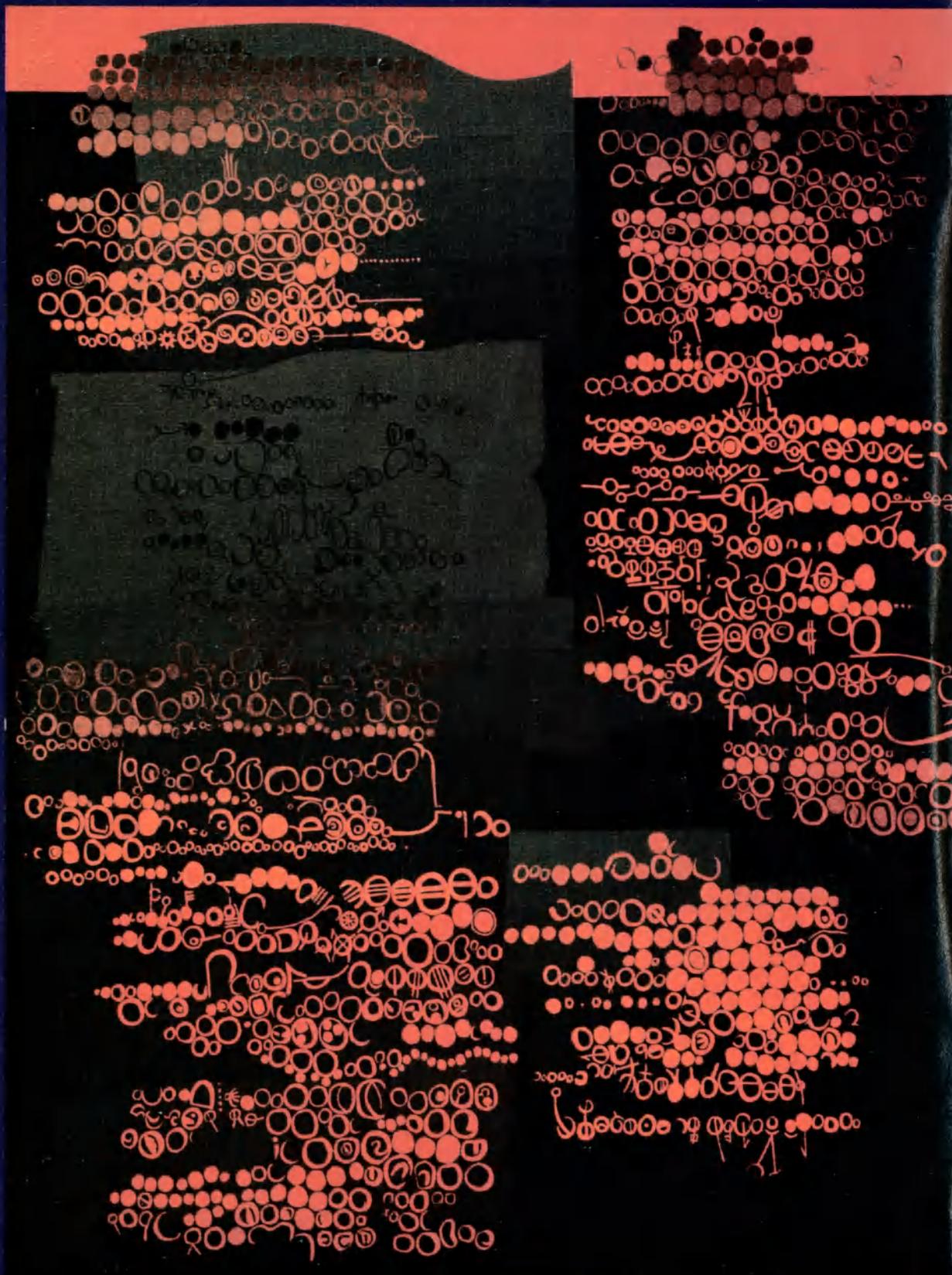
confluences

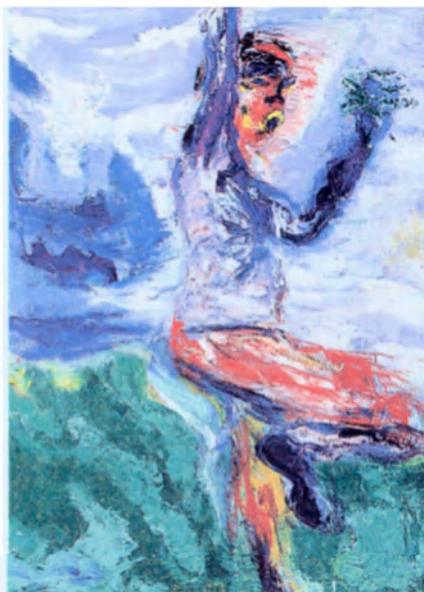
Pour cette rubrique « Confluences », envoyez-nous une photo (composition photographique, peinture, sculpture, ensemble architectural) où vous voyez un croisement, un métissage créateur, entre plusieurs cultures, ou encore deux œuvres de provenance culturelle différente, où vous voyez une ressemblance, ou un lien frappant. Accompagnez-les d'un commentaire de deux ou trois lignes. Nous publierons chaque mois l'un de vos envois.

Les Tables de la Loi

huile sur toile, 81 x 65 cm
de Gervais Bataillé

Avec leur aspect de nébuleuses, les tableaux de Gervais Bataillé, écrit un critique, nous entraînent « au pays des mathématiques du songe ». L'agencement musical des formes et des couleurs répond, chez ce peintre français, au désir de constituer « une sorte de fond commun où fusionnent les divers langages d'une même civilisation ».





4

DOCUMENT
Entretien clandestin avec
VACLAV HAVEL

à la veille de la
« Révolution de velours »
en Tchécoslovaquie

10

VENTS DE LIBERTÉ
par Federico Mayor

ÉCRIT SUR LE MUR
par Robert Darnton

12

LE DUR CHEMIN DE LA DÉMOCRATIE
par Alain Touraine

19

L'IRONIE ET LA COMPASSION
par Octavio Paz

27

VU D'UN MANÈGE
par Joseph Brodsky

31

« PERSONNE NE NOUS EN EMPÊCHERA... »
par Desmond Tutu

37

CULTURE ET LIBERTÉ DANS LE TIERS MONDE.
L'HOMME, UNE CRÉATION CONTINUE
par Adonis

39

**DROITS DE L'HOMME :
LE COMBAT DANS L'OMBRE**
par Georges-Henri Dumont

43

OTAGE DE LA SECURITATE
par Sorin Dumitrescu

45

Consultant spécial
pour ce numéro :
Ehsan Naraghi.

Notre couverture :
Le funambule,
(1990), 81x65 cm, huile sur
toile du peintre français
Isabelle Wolff.

Couverture de dos :
Ciel (1982), 2x1,50 m, huile
sur toile du peintre
français Gérard Fromanger.

Ami lecteur,

L'aventure n'a plus d'horizon géographique. Il n'y a plus de continents vierges, plus d'océans inconnus, plus d'îles mystérieuses. Et cependant, les peuples demeurent par bien des côtés étrangers les uns aux autres, et les coutumes, les espérances secrètes, les convictions intimes de chacun d'eux continuent d'être largement ignorées par les autres...

Ulysse n'a donc plus d'espace physique à parcourir. Mais il a une nouvelle odyssee à entreprendre, d'urgence — l'exploration des mille et un paysages culturels, de l'infinie variété des pensées et des sagesse vivantes ; la découverte des multiples de l'homme.

C'est cette odyssee que vous propose *Le Courier de l'Unesco* en vous offrant chaque mois un thème d'intérêt universel, traité par des auteurs de nationalités, de compétences, de sensibilités différentes. Une traversée de la diversité culturelle du monde avec pour boussole la dignité de l'Homme de partout.

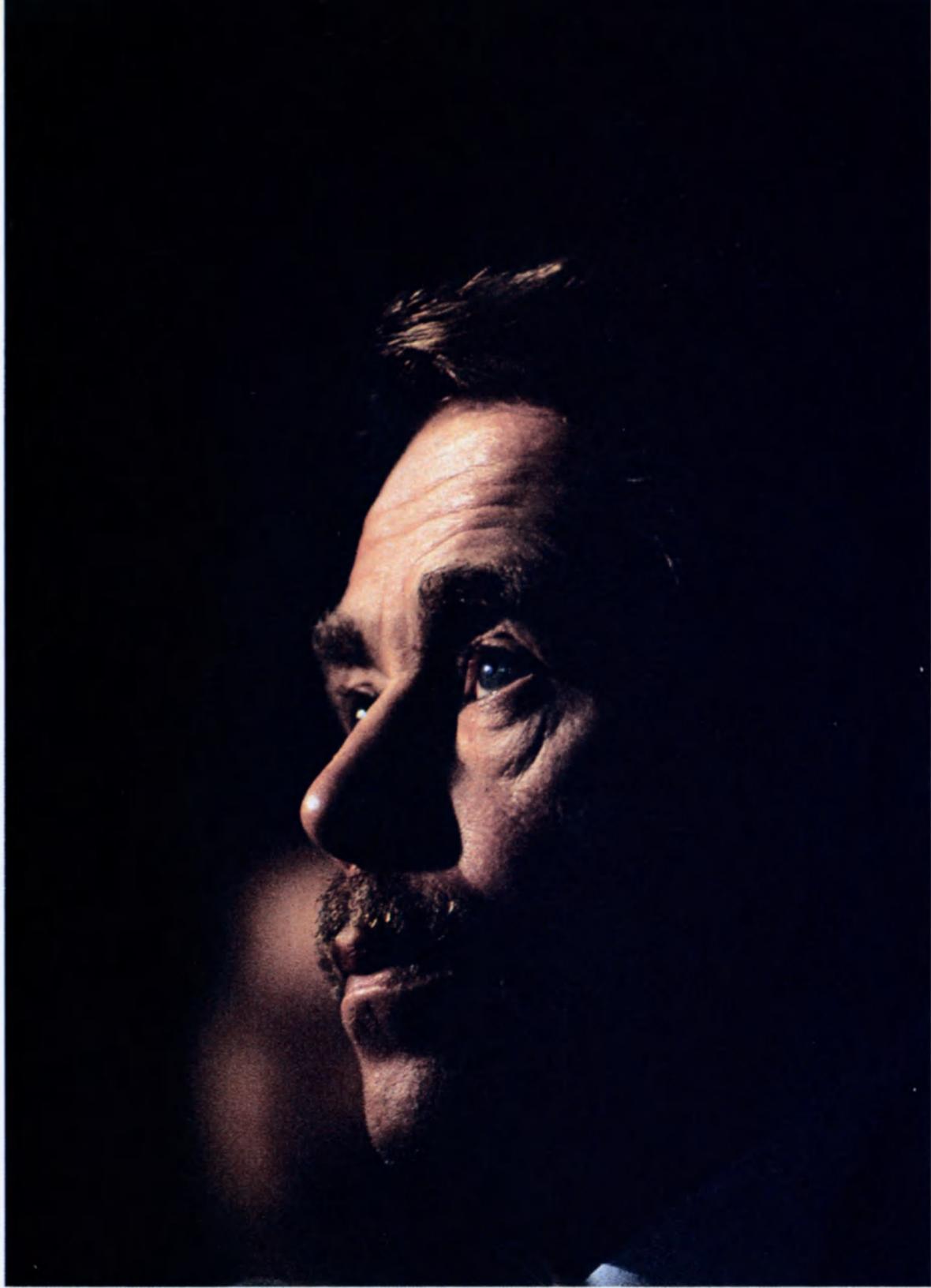
VACLAV HAVEL

Président de la République de Tchécoslovaquie, est d'abord un auteur dramatique et un combattant de la liberté. C'est d'ailleurs l'« écrivain résistant » qui a été élu président le 29 décembre 1989 — devenant par là même le symbole du renversement de légitimité qui s'est opéré dans le pays. ■ En 1968, après la brutale interruption du Printemps de Prague dont il avait été l'une des figures de proue, il était devenu un « auteur interdit », alors que sa trilogie dramatique *Audience, Vernissage, Pétition* (1975-1976) faisait le tour du monde. Condamné à plusieurs reprises pour délit d'opinion, il s'est refusé à quitter le pays — ce qui lui a valu plusieurs passages en prison totalisant cinq ans. ■ L'entretien qui est publié ici, pour la première fois dans son intégralité, a été réalisé le 30 juin 1989 semi-clandestinement, dans la maison de l'écrivain aux environs de Prague. Document exceptionnel sur cette période : les dernières semaines de Vaclav Havel citoyen hors-la-loi.

Cet entretien se déroule dans un climat un peu étrange. Vous êtes surveillé, et pourtant vous nous parlez sans précaution particulière... Etes-vous, ou pas, libre de vos mouvements ?

— J'ai été très isolé jusqu'à ces dernières années, mais plus maintenant. L'isolement a été effectif au cours des années 70, à une époque d'engourdissement général de la société. C'était comme si les gens avaient perdu espoir, qu'ils ne croyaient plus possible un changement social. Ils avaient alors cessé de s'intéresser à la vie publique, laquelle était d'ailleurs systématiquement étouffée. Les gens s'étaient retirés en eux-mêmes, communiquant très peu entre eux.

Période d'atomisation de la société, où chacun se retrouvait isolé des autres. Moi, je l'étais d'autant plus, isolé, que j'appartenais à cette catégorie de gens qui, après l'invasion



soviétique de 1968, étaient désignés, en quelque sorte, comme des ennemis de la patrie. Il était dangereux de nous fréquenter. J'étais un écrivain interdit. Je ne pouvais exercer d'activité nulle part...

Puis, peu à peu, les choses ont commencé à évoluer. Aujourd'hui, la situation est radicalement différente. Non que la direction du Parti, ou le gouvernement, ait changé de politique. Ce sont toujours les mêmes. Mais la société, elle, a changé. Les gens sont peut-être fatigués de leur fatigue. Ils ressortent d'eux-mêmes, de leur isolement. Quelque chose comme une vie publique, à nouveau, se dessine.

De nouvelles générations montent, qui n'ont pas été marquées par le traumatisme de l'invasion soviétique. Ça aura

été un glissement graduel, progressif — mais important. J'ai pu, quant à moi, suivre d'assez près ce glissement, du fait que j'ai été plusieurs fois arrêté et incarcéré. En entrant en prison, on emporte en quelque sorte avec soi la conscience de la situation qui prévaut au moment de son arrestation. Ensuite, pour un certain temps, on reste en dehors du cours des choses, avec, à l'esprit, ce souvenir arrêté. Puis, brusquement, on ressort de prison. On est alors particulièrement sensible à tous les changements qui ont pu se produire entre-temps. A la fin de chacun de mes séjours en prison, j'ai été surpris par de nouveaux développements. A chaque fois, la société était davantage animée, l'apathie avait encore reculé, des gens plus nombreux s'étaient ressaisis...

Avez-vous dû, à un moment ou à un autre, cesser d'écrire ?
 — Depuis vingt ans mes pièces sont interdites en Tchécoslovaquie, mais je n'ai pas cessé d'écrire. On ne peut pas vraiment interdire à un écrivain de le faire. Sa mission est de continuer d'écrire, de parler, même dans les conditions les plus difficiles. J'ai donc continué à publier. Où ? à l'étranger, mais, surtout, dans le *Samizdat*, l'édition clandestine.

Au début des années 70, deux cultures antagonistes sont apparues dans ce pays. L'une officielle, autorisée, l'autre clandestine, indépendante. Après des débuts modestes, le *Samizdat* a pris une ampleur considérable. Aujourd'hui elle produit des dizaines de revues et de journaux, des livres par centaines et même un vidéo-journal. Ces dernières années, les barrières entre ces deux cultures ont commencé à se lézarder. Un espace intermédiaire s'est formé, qu'on a appelé parfois la « zone grise ». Il y a eu infiltration — culture officielle et culture indépendante se sont rapprochées l'une de l'autre, parce qu'elles ont compris qu'aucune d'elles ne détenait le monopole de la culture. C'est cette pression intérieure, cette prise de conscience qui a causé le rapprochement, et non une quelconque libéralisation de la politique culturelle des autorités.

Quel rôle politique et social attribuez-vous aux intellectuels ?

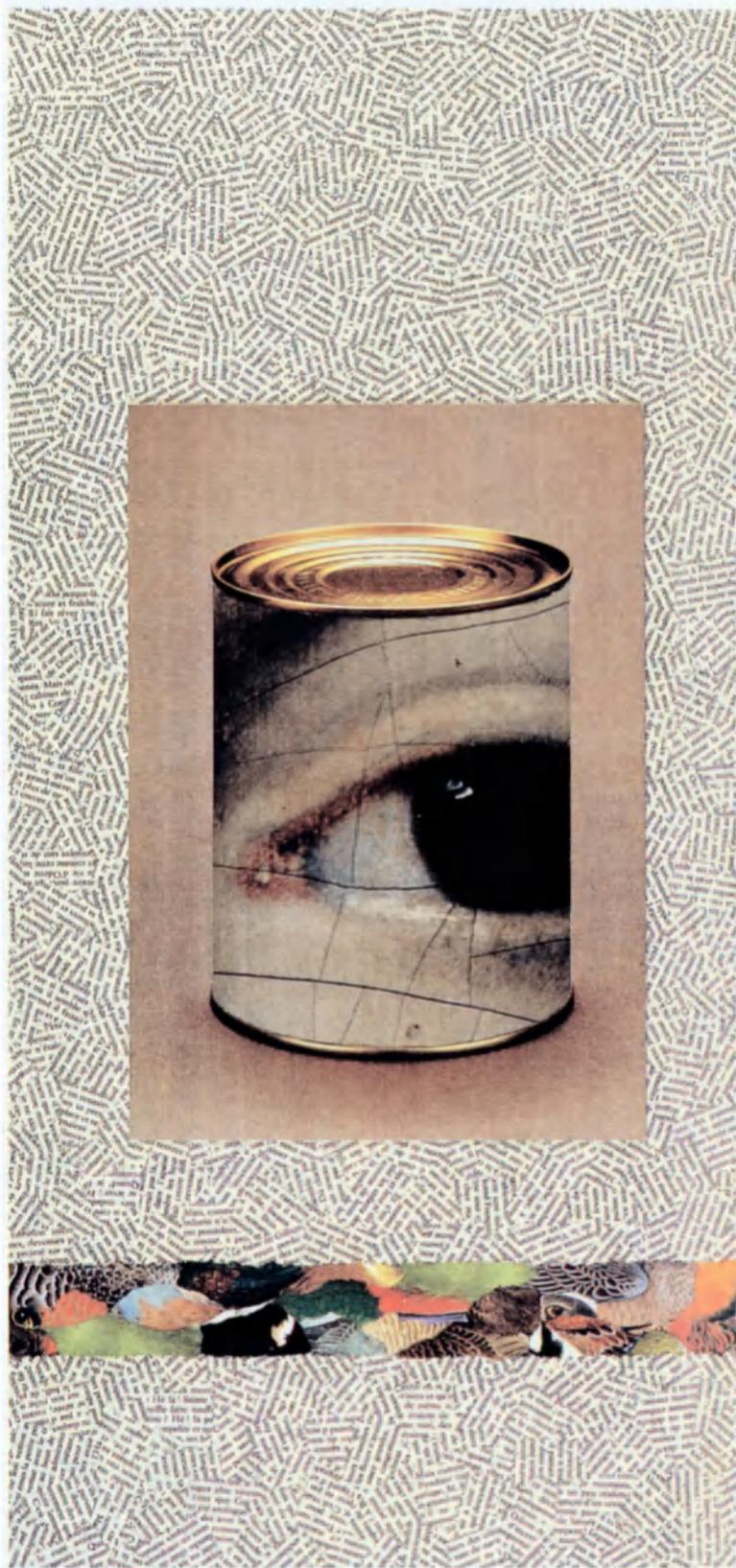
— Les intellectuels ont raison de vouloir penser le futur. Ils ne doivent pas avoir honte de travailler à l'avenir, de l'imaginer. Mais leur tâche première, leur mission prioritaire, c'est, à mes yeux, de comprendre le présent, d'en comprendre les crises et de leur donner un nom. Ainsi naît la vraie conscience des perspectives.

Construire, bâtir le meilleur monde possible, c'est le rôle des hommes politiques. Les intellectuels, eux, doivent veiller, mettre en garde, avertir. Ils doivent, en un sens, contrôler les hommes politiques, leur rappeler combien ils s'éloignent de la réalité lorsqu'ils suivent les faux-semblants de l'idéologie. Disant cela, je parle en déçu de l'idéologie. Déception qu'a connue toute cette partie de l'Europe. Nous vivons dans des conditions qui forcent l'homme à réfléchir sur la faillite des idéologies...

Ce que nous voulons, ici et maintenant, ce sont des choses simples, élémentaires. Sans référence idéologique, hors

de toute idéologie. Nous aspirons à partager les valeurs fondamentales de la vie, celles auxquelles le simple bon sens, l'élémentaire dignité humaine demandent qu'on fasse droit. Qu'avons-nous connu ? Une tentative de soumettre le monde à l'idéologie. Quel échec ! Peut-être cet échec fera-t-il comprendre aux intellectuels qu'il ne suffit pas de bâtir une théorie pour, ensuite, y plier la réalité. Vivante, mystérieuse,

Lettre à la liberté. Les flambeaux de tes prunelles m'accompagnent tout le voyage (1989), collage par l'artiste tchèque Jiri Kolar.



**Choix d'œuvres de Vaclav Havel
 traduites en français**

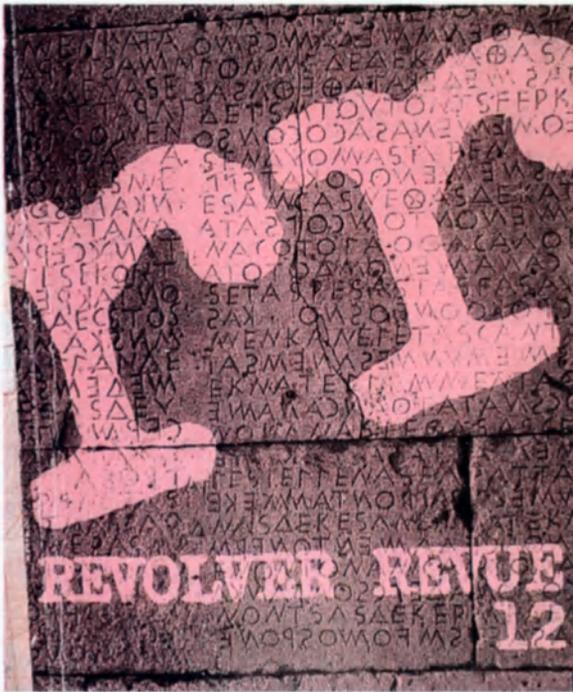
Théâtre : *La fête en plein air* (1969), *Audience, Vernissage, Pétition* (1980) et *Largo desolato* (1985), aux éditions Gallimard, Paris.
Essais et autres textes : *Essais politiques* (Calmann-Lévy, Paris 1989), *Interrogatoire à distance* (L'Aube, La Tour-d'Aigues 1989), *Quelques mots sur la parole* (L'Aube, La Tour-d'Aigues 1989) *L'amour et la vérité doivent triompher de la haine et du mensonge* (L'Aube, La Tour-d'Aigues 1990).

la réalité dépasse toutes les théories, tous les projets, tous les concepts imaginables. Avant de l'ordonner, de l'organiser, il faut faire montre d'humilité et de respect pour la richesse, la diversité, la bigarrure de la vie. Impossible de l'étendre sur le lit de Procuste d'une utopie enfantée par le cerveau froid d'un idéologue. Or c'est ce qu'on a fait dans notre partie du monde. La faillite est totale. D'où la méfiance des intellectuels d'Europe de l'Est envers les projets, les théories. D'où notre volonté de nous en tenir à l'analyse du présent, meilleure façon de dessiner l'avenir.

Voyez-vous une différence entre les rôles respectifs des intellectuels à l'Est et à l'Ouest ?

— La première différence est celle-ci : dans la plupart des pays du bloc communiste, récemment encore, la politique, le débat politique, semblaient avoir disparu. Le totalitarisme supprime la politique. Privée de toute culture politique, la société ne peut construire ses défenses naturelles, l'opinion publique ne peut naître. La politique ne trouve même pas de terrain professionnel où s'exercer. Or il est arrivé une chose étrange. La politique qu'on chassait par la porte est





revenue par la fenêtre. Soudain elle a envahi tout le champ de la vie sociale. Tout a pris, en cachette, un sens politique : un concert, une messe, une fête foraine...

Dans ces conditions, la parole de l'écrivain acquiert une aura extraordinaire. Surtout s'il essaie de dire la vérité, sans craindre les complications, s'il cesse d'être l'interprète docile de l'autorité. Pourquoi cette importance de l'écrivain ? Parce que l'instrument avec lequel il travaille, c'est la langue, qui nomme, qui interpelle. C'est l'outil culturel par excellence. Chez nous, l'audience culturelle de l'écrivain est égale à l'attente politique — immense. Beaucoup d'occidentaux en sont frappés. Les gens brûlent d'entendre ce qui va être dit, exprimé. C'est leur espoir, leur liberté qui semblent ainsi prendre forme. C'est comme si la société, à travers cette fermentation culturelle, se différenciait, se structurait. Les écrivains, sur qui pèse une responsabilité politique croissante, doivent d'autant plus faire preuve d'exigence.

Cette volonté de changement en Europe de l'Est et en d'autres régions du monde, est-ce une nouvelle ère qui commence ?

— Je ne suis ni futurologue ni voyant. Je ne sais pas où va la communauté mondiale. J'observe, partout, les signes économiques, politiques, écologiques, d'une crise profonde. Cette crise, quant à moi, je la dirais existentielle, identitaire : l'homme a perdu le sentiment de responsabilité qu'il avait envers quelque chose de transcendant, qui le dépassait. Nombreux sont les hommes et les femmes, dans le monde, qui l'ont senti, compris, et qui essaient de trouver une issue.

Peut-être la fin du millénaire verra-t-elle s'ouvrir des perspectives nouvelles. On observe déjà des signes encourageants : un ralentissement de la course aux armements, des tentatives de coexistence pacifique, les accords d'Helsinki. Signes encore modestes. On s'est attaqué aux aspects les plus brutaux, les plus voyants. Mais les aspects les plus dangereux sont ceux, précisément, qui ne sont pas visibles.

Le fossé entre l'Ouest et l'Est va-t-il disparaître ?

— Franchement, je ne sais pas. Les divergences entre les deux mondes sont si grandes... Ces deux systèmes ont eu, pendant des dizaines d'années, une histoire différente. Aujourd'hui, le système totalitaire de type communiste, ce que j'appellerais, à l'instar des communistes eux-mêmes, le « socialisme stalinien », se trouve dans une impasse. On commence, à l'Est, à le comprendre. D'où les efforts conjoints visant à instaurer une certaine démocratisation, une « perestroïka ». C'est un fait capital. L'Est fait un pas vers l'Ouest. Le monde occidental est-il capable de s'avancer à son tour vers son voisin ? Je ne sais. Il défend des valeurs qui sont bonnes pour l'humanité entière. Il ne veut pas les abandonner et il a mille fois raison. Je souffre quand il lui arrive d'y renoncer : nous y tenons, nous aussi, à ces valeurs. Quant aux secousses que connaît l'Ouest, j'y vois, le plus souvent, une variante de cette crise profonde de civilisation que j'ai évoquée. L'Occident ne résoudra ses difficultés que par lui-même.

Mais il y a un problème grave qui est commun aux deux systèmes, c'est la centralisation excessive. Chez nous, le pouvoir politique, les leviers économiques, les ressources énergétiques, tout est entre les mêmes mains. L'Etat est, en fait, le seul employeur, le seul organisateur de la vie sociale. C'est monstrueux. On retrouve en Occident, sous des formes différentes — entreprises de plus en plus grandes, groupes gigantesques — la même tendance à une centralisation absolue. Le résultat, des deux côtés, c'est une même « anonymisation » de la vie en général, avec chez nous, bien sûr, un aspect plus immédiatement choquant. Les liens humains, les relations de personne à personne, disparaissent des lieux de travail, mais aussi de la vie sociale, des villes, des maisons. L'individu devient un rouage dans une machine immense. Il perd le sens de son travail et de son existence. Il faudra bien que les deux systèmes réussissent à vaincre, chacun à sa manière, ce phénomène déshumanisant. Quand ils y seront parvenus, peut-être trouveront-ils moyen de se rapprocher...

Dans cet enjeu décisif pour l'avenir, les intellectuels peuvent-ils quoi que ce soit pour changer le cours des choses ?

— L'intellectuel, de par sa nature même, est impuissant dans certains domaines. Un intellectuel, ce n'est pas quelqu'un qui peut changer le monde à la façon d'un homme politique. Il est présent au monde par ce qu'il dit, il agit par sa parole. J'ai écrit un essai, *Le pouvoir des impuissants*, où j'ai tenté d'expliquer comment une parole vraie, même prononcée par un seul homme, est plus puissante, dans certaines circonstances, que des divisions entières. La parole éclaire, réveille, libère. La parole a aussi son pouvoir. Ce pouvoir, qui est le leur, les intellectuels doivent le garder ou l'acquérir pour en tirer parti. Il ne faut pas qu'ils désirent ni même qu'ils aient la nostalgie d'un autre pouvoir que celui-là. Le pouvoir de transformer immédiatement ou d'organiser socialement, qu'ils le laissent aux hommes politiques.



Ci-dessus, illustration de Michel Granger, artiste français, pour la couverture du Rapport annuel (1987) de l'organisation humanitaire *Amnesty International*. Page de gauche, couverture d'un numéro de *Revoluer Revue*, publication du samizdat tchécoslovaque (édition clandestine), par Gabina Farova (1989).

Au service de quoi pensez-vous que les intellectuels devraient mettre leur pouvoir ?

— Au seuil d'un nouveau millénaire, le bien le plus précieux à défendre, celui qui devrait faire partout l'unanimité, quels que soient les systèmes et les pays où l'on vit, c'est un certain nombre de qualités humaines, de valeurs fondamentales. Et, d'abord, l'humilité. Beaucoup d'événements cruels que nous avons vécus à la fin de ce millénaire, comme l'hitlérisme, le stalinisme ou, par exemple, les excès de Pol Pot, montrent l'orgueil, l'arrogance de groupes ou de personnes,

de fanatiques ou de non-fanatiques, des idéologues, des doctrinaires, des utopistes. L'orgueil de ceux qui croient savoir comment tout doit être, qui croient décider de l'ordre des choses. Quand la réalité ne cadre pas avec leurs théories, ce sont leurs théories qu'ils imposent et elles débouchent droit sur les camps, les massacres, les guerres les plus atroces. Ce manque d'humilité, on l'observe ailleurs que dans le domaine strictement politique. A la base de la crise écologique du globe, on trouve encore l'orgueil : l'homme impose à la nature sa volonté, sans respecter ses lois, ses secrets. Je pourrais continuer longtemps ainsi... Gardons le sens de la liberté, de la dignité, de la justice. Et soyons plus humbles. ■

Cet entretien, réalisé par Michel Bongiovanni, a fait l'objet d'un film vidéo produit par le Centre international de création vidéo de Montbéliard-Belfort que dirige Pierre Bongiovanni.



VENTS



FEDERICO MAYOR

NOTRE siècle vit un moment privilégié où de vastes espaces de silence, soudain, s'ouvrent à la parole, à la liberté. L'automne 1989 a somptueusement célébré le bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : en quelques mois, l'Europe a vu tomber ses plus hautes bastilles, disparaître ses miradors et s'ouvrir ses frontières, s'animer à nouveau ses enthousiasmes éteints. Et les échos de ces événements se répercutent ailleurs, aux quatre coins du monde, où ils suscitent en chaîne des interrogations et des espérances qui, à leur tour, annoncent de nouvelles moissons démocratiques.

Un tel moment n'est pas sans nous rappeler les lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Alors aussi, les citadelles du mépris et de la haine s'effondraient les unes après les autres, l'espoir devenait contagieux, l'avenir promettait d'être fraternel.

L'Unesco a justement été créée pour, avec les autres organisations du système des Nations-Unies, s'efforcer de donner corps à cette immense

sagesse, pour qu'enfin se profile un horizon qui rappelle celui de 1945.

Si la chute du mur de Berlin symbolise aujourd'hui aux yeux de tant d'hommes de par le monde, le temps des promesses revenues, c'est qu'elle couronne cette quête de liberté, de dignité et de solidarité, menée sur tous les continents au cours des dernières décennies. C'est qu'elle traduit une maturité nouvelle, chèrement acquise par les peuples du Nord comme du Sud, qui les a conduits à revendiquer la concertation au lieu de la guerre, la coopération entre nations indépendantes plutôt que les rapports de force entre dominants et dominés, la démocratie comme clé nécessaire de l'épanouissement des personnes aussi bien que du développement des sociétés, la culture comme dimension essentielle de la vie.

DE LIBERTÉ

promesse. A cette fin, elle a reçu pour mission de mobiliser les meilleurs esprits du monde en vue de favoriser, à l'échelle de la planète, une connaissance réciproque des savoirs et des savoir-faire, la prise en charge collective d'un patrimoine culturel et naturel devenu indivisible...

Mais ce message n'allait avoir, pendant longtemps encore, que des chances limitées de succès. L'espoir allumé avec la fin des combats allait rapidement s'essouffler. D'autres murs allaient bientôt s'élever entre les peuples et d'autres chapes s'appesantir sur les libertés. Le crépuscule colonial se prolongeait dangereusement et la guerre froide s'installait, relayée par la course aux armements et la multiplication des foyers de tension locaux et régionaux. Il faudrait encore quatre décennies de sacrifices sans nom, de combats et de compromis, de tâtonnements et d'erreurs, d'héroïsme et de

Les vents de la Liberté se sont remis à souffler — et avec quelle force ! Construire la démocratie partout est la formidable tâche à laquelle ils nous poussent. Tâche première, tâche urgente. Aujourd'hui comme hier, les clés de son succès sont le dialogue des cultures, la mobilité des personnes, des idées et des œuvres, les échanges intellectuels les plus larges. Serons-nous, cette fois-ci, plus près de réaliser ce beau rêve de citoyenneté universelle ?

Pareils moments, où tant de possibles se révèlent simultanément, sont rares. Lorsqu'ils surviennent, tout doit être mis en œuvre pour en saisir les enjeux — et pour en réaliser les virtualités.

C'est donc l'heure pour l'Unesco de recouvrer pleinement sa vocation — celle d'interprète des espérances collectives de l'humanité. Dans cet esprit, le *Courrier de l'Unesco* a demandé à quelques-unes des grandes intelligences d'aujourd'hui de déchiffrer, pour nous, les signes annonciateurs de demain. ■

Écrit à chaud, dans les jours qui ont suivi la chute du mur de Berlin, par un témoin des événements, cet article se lit comme un reportage. C'est aussi une réflexion d'historien sur un des plus grands événements symboliques de notre temps.

ÉCRIT SUR LE MUR

PAR ROBERT DARNTON

Article © Robert Darnton, 1990



LE matin du 10 novembre 1989, lorsque les habitants des deux Berlin se réveillèrent, ce fut pour se demander si la première traversée en masse du mur, la veille au soir, n'avait été qu'un rêve. Mais ils purent lire en première page du *Volksblatt* de Berlin-Ouest ces deux gros titres côte à côte : « Le mur est tombé » et « Bonn exige sa destruction ».

Ce n'était pas contradictoire. Le mur est bien tombé et pourtant il est toujours là. Le 9 novembre, il transperçait encore le cœur de Berlin comme une blessure béante au centre de la grande ville, symbolisant le déchirement de la guerre

froide. Le 10, il était devenu une piste de danse, une galerie de peinture, un panneau d'affichage, un écran de cinéma, un décor de vidéo-cassette, un musée ou, comme le disait ma femme de ménage, « rien qu'un tas de pierres ». Comme la prise de la Bastille, la conquête du mur a transformé le monde. Pas étonnant que le lendemain un manifestant ait défilé sur l'Alexander Platz avec une pancarte portant simplement ces deux dates : « 1789-1989 ». Il célébrait la chute du monument qui symbolisait pour des millions d'hommes et de femmes la réalité du monde de l'après-guerre.



Ce n'est pas tous les jours qu'on assiste à un événement d'une telle portée symbolique. Nombreuses sont les questions qu'il soulève. Et d'abord, les plus simples : que s'est-il passé, au juste, entre le 9 et le 12 novembre, et quel en est le sens ?

La chute

La destruction du mur a commencé très tôt dans la matinée du jeudi 9, peu après le déferlement de la première vague de Berlinoises de l'Est — des « Ostlers » (« Orientaux »), ainsi qu'on les appelle

à l'Ouest. Un jeune Ostler porteur d'un sac à dos, après s'être hissé sur le mur, face à la porte de Brandebourg, se mit soudain à déambuler au sommet en balançant négligemment les bras. Il offrait ainsi une cible parfaite aux balles qui avaient abattu tant d'autres personnes avant lui, comme le jeune maçon Peter Fechter qu'on avait laissé agoniser par terre, à quelques mètres de Checkpoint Charlie, le 17 août 1962. Vingt-sept ans plus tard, le 9 novembre, une nouvelle génération de gardes-frontières allait ouvrir le feu, mais ils n'étaient armés, cette fois-ci, que de canons à eau et ils manquaient visiblement de conviction.

Peint sur le mur.

Trempé jusqu'aux os, le jeune homme n'en poursuivait pas moins sa promenade, jusqu'à ce que les gardes renoncent. Alors, retirant son sac à dos, il vida l'eau qu'il contenait du côté oriental du mur, dans un geste d'adieu symbolique au passé.

Quelques minutes plus tard, le mur était envahi par des centaines d'habitants des deux Berlin, dansant, chantant, s'embrassant, buvant du vin, s'offrant des fleurs, aidant les nouveaux arrivants à grimper et s'attaquant aux pierres avec les moyens du bord. A minuit, la pleine lune et les projecteurs des miradors éclairaient une foule d'au moins un millier de personnes qui démolissaient le sommet du mur à coups de marteaux, de pics, et, telle une armée de fourmis, en emportaient les débris, tandis qu'à sa base d'autres assaillants entamaient la paroi avec des pavés ou des barres à mine. Bientôt, les lumières de l'Est de la ville brillèrent à travers des fentes... Au beau milieu de cette agitation, debout sur le mur, avec en toile de fond la porte de Brandebourg, un Ostler dirigeait les opérations de démolition en brandissant une faucille et un marteau.

Dès samedi, dans les deux zones, des Berlinois échangeaient des morceaux de mur comme souvenirs d'un événement historique qui s'inscrivait déjà dans la mémoire collective : la fin de la guerre froide. Sur le trottoir du Ku'damm, la grande artère commerciale de Berlin-Ouest, un marchand improvisé vendait, à vingt marks pièce, des morceaux du passé. Et un Allemand de l'Est, qui passait, de protester, faussement indigné : « Tu n'as pas le droit de vendre ça. C'est *notre* mur. »

Comme tout objet porteur d'une forte charge symbolique, le mur a des significations diverses, qui diffèrent d'une zone à l'autre. Même son aspect matériel change. Vu de l'Ouest, c'est le mur de la prison totalitaire où sont enfermés les Berlinois de l'Est. Du haut des miradors, les touristes frissonnent délicieusement en découvrant la monstrueuse masse de béton et, plus loin, le no man's land — jusqu'en 1985, il était truffé de mines et placé sous le feu de mitrailleuses à déclenchement automatique — avec ses fils de fer barbelés, ses patrouilles de chiens policiers, ses tours de guet aux gardiens équipés de jumelles et armés jusqu'aux dents, puis, plus loin encore, le second mur, ou les façades aveugles des maisons bordant cet espace désolé.

« Nous sommes le peuple et nous resterons ici ! »

Les Berlinois de l'Est contemplant un mur différent : presque coquet, peint en bleu clair ou en bleu foncé, et vierge de tout graffiti, il masque l'arsenal répressif installé derrière. Si l'on se perd dans les faubourgs de Berlin-Est, on peut longer le mur pendant des kilomètres sans même s'en rendre compte.

Peu après sa « chute », j'ai rendu visite à un ami de Berlin-Est. Cet intellectuel n'appartient à aucun parti ; il n'en avait pas moins participé aux manifestations contre le régime. « Il ne faut pas



démolir le mur, m'a-t-il dit. Nous avons besoin d'une barrière de protection. D'accord pour qu'on puisse le franchir librement. Mais qu'on ne le détruise pas. L'une des grandes erreurs de l'histoire allemande a été la suppression, en 1867, de la barrière douanière dont la porte de Brandebourg faisait partie. Ce fut le début de la tragédie des temps modernes. »

Deux mois plus tôt, une jeune enseignante de Leipzig avait dit la même chose : le mur lui paraissait une digue arrêtant les influences néfastes du monde capitaliste. Elle répétait, pensais-je, un mot d'ordre du Parti, mais aujourd'hui que le mur n'est plus étanche et que les Allemands de l'Est sont libres de débattre librement de leur avenir, on entend souvent le même raisonnement, à la télévision, dans les cafés ou la rue.

On croit trop souvent à l'Ouest que les Allemands de l'Est ne rêvent que de salaires mirifiques pour se livrer à une orgie de consommation de biens occidentaux. C'est trop vite oublier les centaines de milliers de manifestants qui ont défilé pendant des semaines avant la chute du mur à Leipzig ou à Dresde, en scandant : « Nous sommes le peuple et nous resterons ici ! » Le 4 novembre, ils étaient entre 500 000 et un million de personnes à reprendre ce slogan dans les rues de Berlin-Est, au cours d'une manifestation géante qui s'est déroulée sans qu'il y ait eu un coup échangé ou un carreau cassé.



ROBERT DARNTON, historien et journaliste américain, est professeur d'histoire européenne à l'université de Princeton (New Jersey). Il est l'auteur de plusieurs livres sur l'histoire culturelle française, notamment *L'aventure de l'Encyclopédie 1775-1800. Un best-seller au siècle des Lumières* (Librairie Académique Perrin, Paris 1982). Il a publié récemment, en collaboration avec Daniel Roche, *Revolution in Print : the Press in France 1775-1800* (1989) et *The Kiss of Lamourette : Reflections in Cultural History* (1989). Le texte que nous publions fait partie d'un livre, *Berlin Journal, 1989-1990*, qui paraîtra en 1991 chez W. W. Norton (New York).



Le mur

Pierre après pierre
cédera
ta masse monumentale.
Pierre après pierre
tombera
l'artificielle
l'oppressive
frontière.
Nous t'abattons
jusqu'à effacer toute trace
de ton image
abominable.
Le rêve
d'un peuple
encore une fois
après un long hiver
a terrassé
les murs.
Toujours
même si elle tarde
la Liberté
à la fin
l'emporte.

Federico Mayor

« Charlie est au chômage »

Ces manifestations étaient un peu les Etats généraux de la rue, symbolisant le transfert de la souveraineté du Parti au peuple. La conquête du mur en fut l'apogée. Mais aussitôt, la population dut répondre à une grave question : qu'allons-nous devenir si rien ne nous sépare plus de l'Ouest ?

Vu du côté occidental, le mur parle pour ainsi dire de lui-même, car, depuis des années, les Berlinoises et les touristes le recouvrent de graffiti : « A découper suivant le pointillé », « Faites l'amour et pas une muraille ». Mais on y trouve aussi l'expression de sentiments moins militants, comme « Lisa ti amo », à côté de nobles considérations très au-dessus de la mêlée : « L'université d'Essex s'élève contre toute forme d'oppression politique ».

En certains endroits, ce palimpseste se lit comme un dialogue où les derniers venus apportent une réponse positive aux interrogations du passé : le mur est bien tombé, même si nous lisons sur ses hautes parois l'affirmation de son inexistance : « Dommage que le béton ne brûle pas » / « Oui, mais ça se démolit », « Le mur doit tomber » / « Nous l'avons vu tomber. Nov. 89 ». Derrière les plaisanteries, retentit dans ces graffiti une note jubilatoire, comme dans ce bombage tracé à côté du fameux poste de contrôle Checkpoint Charlie : « Charlie est au chômage. 10 nov. 89. »

Tous les messages ont en commun d'opposer le totalitarisme à la liberté. On en retrouve l'écho lors de la visite obligée du musée de Checkpoint Charlie ; là sont évoqués tous les moyens qui ont été mis en œuvre pour franchir le mur, par dessus, par dessous ou au travers, ou encore la vue des croix plantées en face de l'endroit où sont tombés ceux qui ont trouvé la mort en tentant de passer.

Cette image d'héroïsme et de souffrance est quelque peu tempérée par les boutiques de souvenirs qui vendent cartes postales et bimboloterie dans l'espèce de champ de foire qui s'étend entre le vieux Reichstag transformé en musée et la brèche ouverte dans le mur face à la Postdamer Platz — immense terrain vague qui fut jadis l'un des carrefours urbains les plus animés d'Europe. Ces magasins furent dévalisés par les Ostlers qui avaient envahi le mur le 9 novembre et que fascinaient les photos du mur prises sous un angle inédit pour eux. Devant toutes ces cartes postales à l'étalage, les Berlinoises de l'Est, qui n'avaient jamais vu de marchandises ainsi exposées en plein air, ont cru de bonne foi qu'elles étaient distribuées gratuitement et les ont emportées sans payer.

Un groupuscule gauchiste ouest-allemand a bien essayé d'endiguer le flot des touristes en brandissant une banderole affirmant « Votre liberté est celle des banques ouest-allemandes », mais ils ont vite été noyés par les vagues d'Ostlers

Le mur de Berlin vers 1962.



qui se succédaient depuis jeudi en répétant : « Zum Ku'damm, zum Ku'damm und dann wieder zurück » (Au Ku'damm, au Ku'damm, et puis on rentre chez nous). Le mot clé, ici, était « zurück » : les Berlinois venaient moins pour se gaver ou vendre leur âme que pour pouvoir dire, une fois rentrés chez eux, qu'ils avaient vu de leurs yeux la ville interdite.

La République fédérale leur avait offert cent marks chacun en « cadeau de bienvenue ». Bon nombre de banques étaient restées ouvertes en fin de semaine pour leur fournir de l'argent liquide. Mais on vit aussi de simples citoyens jouer les banquiers, comme cet inconnu posté près d'une brèche du mur, qui pendant un moment se mit à distribuer des billets de cinquante marks à tous les Ostlers qui passaient. Ou comme cet autre Berlinois de l'Ouest qui tomba sur une gamine en pleurs devant le McDonald's du Ku'damm parce qu'elle n'avait pas d'argent pour se payer le hamburger dont elle rêvait depuis des années. Il lui offrit les clés du paradis en lui mettant un billet dans la main.

Un peu partout, les nouveaux arrivants se heurtaient à des comités d'accueil improvisés qui leur versaient à boire, les gavaient de saucisses et de pizzas, leur faisaient visiter la ville ou offraient de les héberger pour la nuit. Pour eux, le métro et l'autobus étaient gratuits, comme l'entrée des discothèques, et ils avaient droit à des réductions dans les théâtres et les cinémas. Les Ostlers s'arrêtaient, admiratifs, devant les vitrines des magasins de vêtements ou des concessionnaires Mercedes. Avec leurs marks tout frais, ils s'achetèrent des fruits exotiques, introuvables à Berlin-Est ; des jouets, dont la qualité en RDA laisse souvent à désirer ; des livres, dont beaucoup étaient interdits ; du coca-cola, des produits de beauté, des bibelots et des fleurs.

Mais ce qui frappait surtout, c'était le désir de contact entre les frères séparés, qui donnait lieu à tout un rituel de bourrades, de libations et d'échange de fleurs. Comme l'écrivait le lendemain le *Volksblatt* : « Le soir où les portes se sont ouvertes, on aurait cru qu'il n'y avait plus

de Berlinois de l'Est ou de l'Ouest. Tout le monde avait l'impression de faire partie d'une seule grande famille, et c'est ce qui donnait son éclat à la fête. »

La fin d'un monde

Si l'on n'a pas vécu à Berlin, on n'imagine pas à quel point le mur avait réussi à couper, littéralement, la ville en deux. Dès 1961, lorsque le mur fut érigé, les contacts se raréfièrent entre le million d'habitants de Berlin-Ouest et les deux millions de Berlinois du secteur oriental. En 1989, une génération entière avait grandi à l'ombre du mur.

Beaucoup ne l'avaient jamais franchi, même parmi les Berlinois de l'Ouest autorisés à se rendre à l'Est. Ils acceptaient l'existence du mur comme une réalité immuable, qui faisait partie du paysage à leur naissance et qui serait encore debout après leur mort. Ne partageant pas la curiosité des touristes, ils avaient peu à peu cessé d'y penser ou même de le voir.

Un jour, on avait interviewé une vieille Berlinoise de l'Ouest qui, du balcon de son appartement, avait vue sur le mur. Pourquoi passait-elle des heures à regarder vers l'Est, lui demandait le journaliste, flairant l'anecdote édifiante sur les tourments d'une ville déchirée ? « Oh, vous savez, répondit-elle, ce n'est pas le mur qui m'intéresse, mais les lapins qui jouent dans le terrain vague. » Comme elle, bon nombre de Berlinois de l'Ouest n'ont recommencé à voir le mur que lorsqu'il eut cessé d'exister.

Il faut savoir ceci : le mur était peu à peu devenu, pour les Berlinois, une source de revenus. C'est du fait de sa présence que le gouvernement de Bonn déversait des millions de marks sur la ville, subventionnant tout le monde, depuis la Philharmonique de Berlin jusqu'aux groupes de jazz composés d'adolescents. Autour de l'Université libre (60 000 étudiants environ aujourd'hui) gravite toute une population d'intellectuels sous-employés. En tant que résidents de Berlin-Ouest, ils sont exemptés de service militaire, et peuvent passer la nuit à refaire le monde en buvant de la





Le mur en fête.

bière — un privilège, car Berlin est le seul endroit de RFA où les cafés restent ouverts après minuit et où l'on peut se faire servir un petit déjeuner en plein après-midi. Bon nombre de ces esprits libres sont devenus en fait des parasites adossés au mur : si celui-ci s'écroule pour de bon, le sort économique qui les attend risque d'être encore plus dur pour eux que pour les Berlinoises de l'Est.

En tout cas, le mur n'a certainement pas la même signification selon que l'on vit à Berlin ou en dehors. Beaucoup d'habitants de la ville savent fort bien que le mur n'est qu'une barrière parmi bien d'autres, à commencer par la ligne Oder-Neisse et celle qui sépare les pays membres de l'OTAN de ceux du Pacte de Varsovie. S'étant couchés un soir dans un monde aux contours nettement délimités, ils se sont réveillés dans un autre, où les frontières nationales étaient devenues floues, où l'équilibre des blocs était rompu, et où les repères historiques étaient supprimés, puisqu'il était soudain devenu possible de mettre un terme à la Seconde Guerre mondiale. Or, c'est là un phénomène bien connu des anthropologues : l'effondrement de telles barrières peut être traumatisant — s'il constitue un appel d'air, un renouveau, il est aussi une remise en cause de tout un système de valeurs.

Pourtant, les Berlinoises demeurent optimistes, surtout à l'Est, où l'on reste persuadé qu'en conquérant le mur, le peuple a bel et bien pris

le pouvoir. Les manifestations de rues qui ont sapé l'autorité du régime, puis l'hémorragie de population qui s'en est suivie, par toutes les frontières ouvertes, ont fini par mettre le gouvernement à genoux sans qu'un seul coup de feu ait été tiré.

Nous ne saurons peut-être jamais ce qui s'est passé au sein d'un appareil en pleine déconfiture. Mais dans la nuit du 9 novembre, on a vu à l'œuvre la force qui a renversé le mur : les habitants de Berlin-Est. Sans autre arme que leurs convictions, leur discipline, et leur nombre.

Ils ont pris physiquement possession du mur, en l'envahissant, en l'escaladant, en l'ouvrant, morceau par morceau. Ils ont fait la même chose une fois parvenus à Berlin-Ouest ; ils ont occupé l'espace, inondant le Ku'damm, remplissant les bus et les cafés, garant leurs minuscules Trabant le long des avenues les plus prestigieuses, avant de rentrer chez eux, porteurs d'un jouet pour leur gosse ou d'un bouquet pour leur fiancée.

Cette prise de possession d'une ville par tout un peuple avait quelque chose de magique. Le soir du jeudi 9 novembre 1989, sous la pleine lune, entre l'ombre du Reichstag et la silhouette imposante de la porte de Brandebourg, les Berlinoises qui dansaient sur leur mur ont métamorphosé le plus tragique des paysages urbains en une scène de réjouissance et d'espoir, mettant fin à un interminable conflit. ■

Qu'est-ce, au juste, que la
démocratie ?

Où commence-t-elle,
où finit-elle ? Quel est son
véritable visage ? Sans égard
pour les idées reçues,
Alain Touraine redéfinit,
après la faillite des idéologies,
la nature de ce régime
politique et les conditions de
son existence.



LE DUR CHEMIN , DE LA DÉMOCRATIE

PAR ALAIN TOURAINE

LE 20^e siècle n'a pas aimé la démocratie. Ce siècle, qui n'a duré que soixante-quinze ans, de 1914 à 1989, de la Première Guerre mondiale à l'ouverture du mur de Berlin, voulut être celui des révolutions, des libérations et du développement. Or, ces objectifs qui ont porté en eux tant d'espoirs, qui ont provoqué de si fortes mobilisations populaires, sont, dans leur principe même, contraires à la démocratie, car ils exigent l'unité contre un ennemi ou un obstacle, alors que la démocratie est pluraliste par nature.

Il nous en coûte beaucoup d'accepter cette opposition, surtout si nous vivons dans ce qu'on a appelé le tiers-monde. Il nous en coûte aussi, surtout si nous sommes occidentaux, de renoncer au rêve que l'Occident forma pour le 20^e siècle : voir l'esprit de la démocratie, formé d'abord en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en France, s'étendre à la terre entière — en commençant par les pays les plus proches, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, puis en s'étendant aux pays d'Europe centrale, à ceux de l'Est européen, à l'Amérique latine et, finalement, au reste du monde.

Au cours du 20^e siècle, des idéologues venus des pays les plus riches ont affirmé que la croissance économique, la démocratie politique et le bonheur personnel avançaient du même pas. La réalité historique a démenti brutalement cet optimisme sucré. Le pays qui portait, plus que tout autre peut-être, les idéaux de la modernité, l'Allemagne de Weimar, sombra dans le nazisme. Parallèlement, les protestations des peuples colonisés rappelèrent assez rudement aux grandes nations occidentales qu'elles régnaient sur une grande partie du monde par des méthodes fort peu démocratiques.

Inversement, les mouvements révolutionnaires anti-capitalistes et anti-impérialistes, formés au nom des peuples ou des classes dominées, n'ont pas mérité leur nom de démocraties populaires : il est vite apparu qu'ils étaient imposés par une armée étrangère à la moitié des pays d'Europe. De leur côté, beaucoup de régimes nés de la décolonisation sont devenus, eux aussi, des dictatures et qui dépendent souvent d'un protecteur étranger. Les pays pauvres n'ont pas marché sur le chemin de la liberté, mais sur celui où poussent les régimes autoritaires et totalitaires. De leur côté, les pays les plus modernisés ont parfois basculé dans les fascismes, entraîné des régimes coloniaux et favorisé l'inégalité sociale sur une grande partie de la planète.

Ces images, qui correspondent à la première moitié du siècle, sont trop noires assurément aujourd'hui, car la démocratie a survécu, s'est approfondie et étendue en Occident et même a reconquis bien des terres perdues en Europe de l'Est et en Amérique latine en particulier. Mais une réflexion sérieuse sur la démocratie ne peut pas se contenter de tels raccourcis euphorisants. La dramatique histoire du 20^e siècle mérite une réflexion dont le point de départ ne peut être que celui-ci : démocratie et développement ne marchent pas toujours ensemble ; ils peuvent même avancer sur des routes opposées.

Qu'est-ce que la démocratie ?

La démocratie n'est nullement associée à la richesse ou à la pauvreté ; si on cherche les causes qui favorisent son développement, on découvre qu'elle est associée très fortement à la capacité de

The Door Project (1985), détail d'un projet de création d'une porte par le SITE (Sculpture in the Environment), groupe d'architectes-sculpteurs américains (New York).

La danse (à droite)
et *Les esclaves* (en bas),
1970, par le peintre
sénégalais Souley Keita.



ALAIN TOURAINE, sociologue français, est directeur d'études et directeur du Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (CADIS) à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris). Il a publié de nombreux ouvrages et articles sur la théorie sociologique et la sociologie du développement, en particulier en Amérique latine, sur laquelle porte un de ses derniers livres, *La parole et le sang* (Odile Jacob, Paris 1988).



développement endogène d'un pays, c'est-à-dire à la formation d'acteurs sociaux portés par les valeurs de la modernité — la rationalité et l'individualisme — et débattant directement entre eux de l'appropriation des instruments et des résultats du travail collectif.

La démocratie ne peut pas être définie seulement par des institutions ou, de manière plus limitée encore, par des garanties. Il n'y a assurément pas de démocratie sans le libre choix des dirigeants, sans la possibilité qu'a la majorité de mettre fin au pouvoir de ceux à qui elle n'a pas donné, ou à qui elle a retiré, sa confiance. C'est là affaire de définition et il est, en effet, vain de discuter de la démocratie si on entend par ce mot autre chose que le libre choix des dirigeants par le peuple. Mais il s'agit, à partir de là, d'expliquer la présence de ce type de régime politique, d'en identifier les causes. C'est ici qu'intervient une distinction nécessaire entre développement endogène (démocratique) et développement exogène (volontariste, anti-démocratique).

Lorsqu'une société se heurte à d'insurmontables obstacles intérieurs à sa modernisation, elle doit se mobiliser, au sens propre comme au sens figuré, sous la direction de chefs qui en appellent à l'intérêt supérieur de l'Etat ou de la nation, qui cherchent leur légitimité dans la science, l'histoire, un dieu ou le peuple. Le développement ne peut pas être démocratique si, dans la société à transformer, l'ancien résiste au nouveau, car il faut dans cette situation qu'une avant-garde ou une élite dirigeante échappe à la pression de la société





ancienne et la conduite à marches forcées vers l'avenir.

Cela suppose le plus souvent une forte mobilisation collective pour combattre des ennemis toujours présentés comme extérieurs, qu'il s'agisse d'une puissance coloniale, des grands propriétaires, des croyances traditionnelles ou des formes d'organisation familiale. Ainsi défini, le développement volontariste, exogène, appelle à l'unité de la nation, alors que la démocratie requiert la pluralité des opinions combinées à une double limitation des conflits sociaux, par l'appel à la rationalité et à la liberté.

Dans quelles circonstances développement et démocratie se recouvrent-ils, quand peut-on parler de développement endogène ? Une modernisation endogène suppose — comme l'ont dit tant d'auteurs depuis le 18^e siècle et surtout après Max Weber — une sécularisation qui sépare la vie sociale d'une conception naturaliste ou religieuse de l'univers, qui s'appuie sur la raison instrumentale et qui se fonde sur le respect de l'individu comme principe de choix éthiques. Elle suppose en second lieu l'autonomie de la société civile par rapport à l'Etat, ce qui implique, comme l'ont dit tant d'analystes et d'abord Jean-Jacques Rousseau, une certaine égalité des conditions, donc un principe égalitaire qui peut être religieux ou républicain. Elle suppose enfin que cette société civile soit structurée, c'est-à-dire que les acteurs sociaux

soient représentables, donc organisés ou constitués de manière que les forces politiques puissent être « représentatives », ce qui est la condition la plus visible et, à vrai dire, l'expression concrète de la démocratie.

Une analyse aussi ramassée peut sembler trop abstraite, mais en se limitant à l'essentiel, elle permet de situer clairement le problème de la démocratie et de donner un sens précis à l'affirmation apparemment surprenante par laquelle j'ai commencé : démocratie et développement peuvent s'opposer l'un à l'autre.

Dérives et dérapages

L'histoire des derniers siècles est celle de la séparation progressive d'un monde capable de développement endogène, et donc de démocratie, d'un autre monde (d'ailleurs dominé par le premier) poursuivant un développement exogène, sur une ligne de défense traditionaliste, populiste ou même national-révolutionnaire, mise en mouvement de manière autoritaire par une élite dirigeante, nationale ou étrangère.

Dans le premier monde, on trouve non seulement les pays du centre, modernes et démocratiques, mais aussi bien des pays de la périphérie où le développement, comme la démocratie, sont fragiles. Beaucoup des pays considérés comme intermédiaires, de l'Inde à l'Amérique latine, appartiennent en réalité à cette catégorie.

Le deuxième monde est formé en fait de deux parties distinctes, celle où un Etat autoritaire modernisateur en appelle aux thèmes de la rationalisation et de la sécularisation, empruntés au premier monde — exemple, les pays communistes — et celle où l'élite dirigeante en appelle à l'unité et au destin d'un peuple, d'une communauté, d'une nation — exemple, le tiers-monde. Cela nous donne finalement quatre catégories de pays, regroupés deux par deux. D'une part, les pays centraux à développement endogène et les pays de modernisation volontariste et autoritaire. De l'autre, les pays périphériques à développement endogène limité et les pays néo-communautaires.

L'histoire de notre siècle est celle, d'abord, du déplacement accéléré de l'initiative du premier groupe de pays au deuxième à partir de la révolution soviétique, ensuite au troisième avec la modernisation accélérée des pays intermédiaires, et, enfin, au quatrième — celui des pays du tiers-monde proprement dits, soulevés par des mouvements nationalistes ou communautaires et parfois même théocratiques. Dans une seconde phase, on assiste à l'écroulement presque simultané de tous les modèles de développement exogène, volontariste, et au succès des démocraties accompagné par l'attraction croissante exercée par le modèle démocratique sur les pays des deuxième et troisième groupes, parfois même du quatrième.

Une fois qu'on a opposé le développement endogène démocratique au développement



exogène autoritaire, il est aisé de voir que l'opération la plus difficile est de transformer une impulsion exogène en mécanisme endogène de développement. Ces termes peuvent paraître éloignés des réalités historiques telles que nous les percevons ; ils ne le sont pas. L'Allemagne de Bismarck, l'Italie construite par Cavour, le Japon de l'ère Meiji et même, pendant un temps, la Turquie kémaliste, ont réussi à créer, à l'initiative de l'Etat, des acteurs sociaux indépendants — entrepreneurs, syndicalistes, administrateurs et scientifiques — et donc à combiner le dynamisme de la modernisation avec l'autonomie de la société civile, créant ainsi ce que les économistes nomment « self-sustaining growth », la croissance autonome.

Mais ce passage n'a été réussi que dans des sociétés où existaient déjà d'importants facteurs de développement endogène, une prémodernisation marquée par le développement de l'éducation, la liberté des idées et du commerce, la concentration des capitaux. Plus la distance à parcourir est grande et plus la mobilisation autoritaire risque de devenir une fin pour elle-même, de se transformer en despotisme, créant de nouvelles rigidités et de nouveaux privilèges. Là où on parlait de rationalisation, de planification et d'éducation, on voit s'installer le pouvoir de la nomenklatura, la rigidité bureaucratique et le refus des idées nouvelles. L'involution est plus extrême encore là où l'objectif quasi unique est l'affirmation nationale, qui peut prendre des formes extrêmes lorsque des ressources naturelles abondantes permettent de survivre à une forte désorganisation économique.

Le dernier tiers du siècle, et surtout la période qui s'est ouverte avec les années 80, est dominé par ces formidables processus de régression. Ils

aboutissent finalement, d'un côté, à la destruction des régimes communistes et, de l'autre, à la dégradation des mouvements de libération nationale, laissant souvent sortir de leur flanc des régimes autoritaires, corrompus, clientélistes.

Au même moment, les pays centraux, déséquilibrés un temps par les crises pétrolières et par la montée accélérée des revenus réels et des prestations sociales au détriment de l'investissement, font appel à nouveau à leur capacité de développement endogène. Une génération de techniques nouvelles apparaît, les programmes d'éducation et de recherche se renforcent, en même temps, il est vrai, que les programmes d'armement.

Emergences et résurgences

Ce renversement se traduit par la renaissance du thème de la démocratie et le déclin de l'idée révolutionnaire. La France a célébré le Bicentenaire d'une révolution dont elle a cherché à faire la génitrice de la démocratie et non plus l'annonciatrice de la révolution soviétique.

En Amérique latine, à mesure qu'on avance vers le sud, on voit se renverser l'espoir révolutionnaire en exigence de démocratie jusqu'à ce qu'on atteigne le Chili où la volonté générale de non-rupture a donné la victoire aux éléments les plus modérés de l'opposition.

Mais c'est surtout dans les pays de l'Europe orientale que le renversement est le plus spectaculaire. En Allemagne de l'Est, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Pologne, le « répertoire » — selon l'expression utile de Charles Tilly — de la démocratie remplace celui de la révolution. A la violence dans les rues, à la prise d'assaut des palais officiels, au recours aux armes, succèdent



Liberté (1948), tapisserie de
Jean Lurçat (1892-1966),
texte de Paul Eluard.



Les barreaux tombent (1989),
encre sur papier, tissage et
collage, par l'artiste suisse
Nicole Dufour.

l'appel à des élections libres, l'absence de mise à mort et de vengeance. Une société se reconstruit, tandis que disparaissent les invocations enflammées au peuple, au prolétariat et à leur force quasi tellurique. L'humanité a vécu cet automne 1989 quelques-unes de ses plus belles heures, et la destruction du mur de Berlin a mis fin à l'ère des révolutions ouverte deux siècles plus tôt par la prise de la Bastille.

Admirables, émouvantes images pour tous ceux qui croient que les hommes font leur histoire au lieu d'être soumis à des fatalités, que ce soient celles de la tradition ou celles de ce qu'on nomme le progrès. Mais ne cédon pas à la naïveté d'une « happy end » qui ramènerait toutes les nations égarées dans le droit chemin de la modernisation démocratique. Il est vrai que les nations sortent d'une dictature qui était censée être celle du prolétariat et qui était devenue celle d'un parti et d'un appareil politique idéologique et policier. Mais elles n'entrent pas automatiquement dans la démocratie. D'autres voies de sortie sont

possibles, et d'autant plus ouvertes que la crise politique et économique est plus profonde.

Une première route, en dehors de celle de la démocratie, conduit au chaos, si la décomposition du système ancien empêche la formation d'un système nouveau. Issue terriblement logique pour des régimes qui ont empêché la formation d'une société et d'acteurs sociaux et qui ne laissent derrière eux qu'un vide social, souvent rempli par des luttes et des conspirations politiques.

La Roumanie, où ne s'était jamais organisée une société autonome, diversifiée, et où s'étaient succédé les dominations patrimoniales et les dictatures, est apparue bien proche du chaos après la chute du dictateur.

La seconde voie conduit au libéralisme économique extrême. S'il n'existe pas d'acteurs sociaux, si l'ancien régime a étouffé les forces de libération, si une gestion administrative de l'économie est incapable de s'adapter aux exigences du marché, beaucoup font appel à ce dernier comme seul guide de la société et demandent surtout l'arrivée massive de capitaux, de méthodes, de produits étrangers. La Pologne est engagée, en 1990, dans une politique brutale de libéralisation. Les prix flambent, le niveau de vie populaire s'écroule, mais le gouvernement est plus populaire que jamais, comme si le pays avait conscience qu'il faut faire disparaître l'homme ancien pour que, des contraintes et des possibilités du marché, naisse un homme nouveau.

Tentations

En Amérique latine, c'est cette politique qui est la plus tentante : revenir au développement vers l'extérieur, creuser la distance entre un secteur moderne qui peut être intégré dans le marché mondial et un secteur informel, marginal, pauvre. La forme la plus extrême de cette dualisation accentuée est le commerce de la drogue, qui constitue la plus importante entreprise transnationale du continent et concentre les ressources dans un petit nombre de mains, même si on inclut dans ce nombre les paysans qui reçoivent une meilleure rémunération pour la culture de la coca, tandis que le reste de la population est enfermé dans la crise, la violence, la corruption, les effets de la fuite des capitaux.

Parallèlement, l'économie des pays centraux connaît un déséquilibre croissant entre les mouvements de capitaux et le commerce des biens et services, le premier devenant vingt ou cinquante fois plus important que le second.

Enfin, une troisième voie est celle d'acteurs sociaux définis, non par leur rôle de production, mais par la défense d'une identité collective. Sur les ruines des politiques de modernisation volontaristes et autoritaires remontent les mouvements nationalistes : en Union soviétique, Arméniens et Azéris se sont lancés dans une guerre civile qui pourrait se reproduire dans d'autres républiques et ailleurs qu'en Union soviétique. Ceux qui pensaient que le nationalisme était une force du passé,



Machine à calculer informatique, électronique, automatique (1978), acrylique sur toile par Boghossian Skunder, peintre éthiopien (collection Art contre apartheid, voir page 38).

qui serait remplacée par Les luttes de classes liées à l'économie moderne, se sont lourdement trompés.

Les austro-marxistes de la fin du 19^e siècle et les léninistes eux-mêmes ont échoué à associer luttes sociales et luttes nationales. Le léninisme-maoïsme fut certes le plus fort mouvement politique du milieu du 20^e siècle, mais l'unité des luttes anti-capitalistes et des luttes anti-impérialistes qu'il avait voulu créer sous la direction d'un parti communiste s'est révélée artificielle et les groupes révolutionnaires se sont enfoncés dans des actions terroristes qui ont marqué la décomposition du léninisme, en Uruguay, en Argentine, comme en Turquie et en Iran. Il faudrait ajouter à ces trois voies de sortie non démocratique hors des régimes communistes ou nationalistes, les réactions militarisées de ces régimes qui maintiennent leur pouvoir par la seule répression et s'asphyxient du même coup eux-mêmes.

Aucune de ces solutions ne peut être appelée démocratique, car dans tous les cas, les choix politiques disparaissent et le pouvoir absolu d'une dictature est remplacé par un autre pouvoir absolu, celui des centres de décision qui gouvernent le marché, celui des groupes les plus nationalistes ou celui de la violence.

Les ennemis de la démocratie

S'il est vrai que la démocratie n'est pas une forme de société mais un régime politique, s'il est inacceptable d'appeler démocratique un gouvernement parce qu'il élève le niveau de vie, le taux de scolarisation ou l'espérance de vie de la population, il n'y a pas non plus de démocratie sans l'existence de choix entre des forces représentatives à l'intérieur d'une collectivité locale ou nationale. Car que sont les règles du jeu s'il n'y a ni joueur ni terrain de jeu ?

La plus grande partie du monde est fermement attachée aujourd'hui à l'idée de démocratie, comme l'ont montré, par exemple, la chute des régimes militaires du Brésil, de l'Argentine, de l'Uruguay, du Paraguay et du Chili, la fin du monopole politique du parti communiste en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie, et même, dans une certaine mesure, en Union soviétique et en Roumanie, ainsi que la disparition du gauchisme opposé au principe d'élections parlementaires dans les pays occidentaux.

Toutes ces expériences sont conformes aux principes généraux par lesquels je me suis efforcé de définir la démocratie : existence reconnue d'une société non soumise au pouvoir absolu d'un Etat et aussi peu segmentée et hiérarchisée que possible ; reconnaissance de la rationalisation comme un enjeu essentiel de conflits sociaux qui doivent combiner l'opposition des intérêts ou des idées avec la référence à un intérêt général et, enfin, acceptation d'un principe éthique fondant

le droit absolu des personnes à la liberté la plus grande possible des croyances et des initiatives.

Longtemps, les philosophes politiques ont cherché un fondement suffisant à la démocratie dans des arrangements institutionnels — élections libres, séparation des pouvoirs, disparition des privilèges et des statuts personnels —, mais cette description des institutions démocratiques ne constitue pas une analyse des fondements de la démocratie. Ce que j'indique ici est que l'existence de la démocratie repose d'abord sur une double limitation du pouvoir politique et social, d'un côté par la reconnaissance de la rationalité et de ses exigences propres, de l'autre par l'appel à une forme ou à une autre de droit naturel. Et qu'elle réclame aussi la plus grande intégration sociale possible en même temps que l'existence de groupes d'idées et d'intérêts qui soient des acteurs représentables.

En d'autres termes, les ennemis de la démocratie sont aussi bien la segmentation sociale et culturelle que l'appel prédominant à un principe d'unité ou que la subordination de la société à un Etat volontariste qui se substitue aux acteurs sociaux.

La participation la plus active

Toutes les conditions d'existence de la démocratie qui viennent d'être mentionnées sont de même nature. La démocratie est possible dans la mesure où la population d'un pays se constitue en un ensemble d'acteurs politiques — elle est affaiblie ou disparaît là où les choix politiques sont supposés commandés par une logique non sociale : la fidélité à une essence nationale, l'intégration d'une communauté, la volonté d'un prince, la modernisation elle-même. Ceux qui identifient la démocratie à l'économie de marché se trompent autant que ceux qui appellent démocratique un régime issu d'une révolution ou d'un mouvement de libération nationale soutenus par la majorité de la population. Là où l'abstention est forte, là où l'unité nationale est détruite par l'opposition d'ethnies ou de régions, de langues, de religions et de modes de vie très différents, là où les inégalités sociales sont extrêmes, là il est difficile que se forme un système d'acteurs politiques, un forum et des institutions politiques libres.

Certes, il ne faut pas confondre les pays qui sont des démocraties imparfaites avec ceux qui sont entraînés dans le chaos et la décomposition ou encore ceux qui reconnaissent ouvertement des formes de discrimination ou de ségrégation. Cela signifie que la chute d'une dictature n'entraîne pas automatiquement l'installation d'une démocratie et que celle-ci repose avant tout sur l'esprit démocratique, sur la capacité et la volonté de participer, par le moyen d'institutions libres et représentatives, à la production et à l'application de la loi par les citoyens et sous leur contrôle.



Que nous sommes loin des théories anti-sociales de la démocratie qui trouvaient l'explication de celle-ci dans la richesse de la nation, ses croyances ou même sa taille ! Et qu'il est urgent de chercher partout le moyen d'accroître l'activité politique, la capacité de débattre et de choisir, ou de combiner la diversité des intérêts avec l'intégration d'une société !

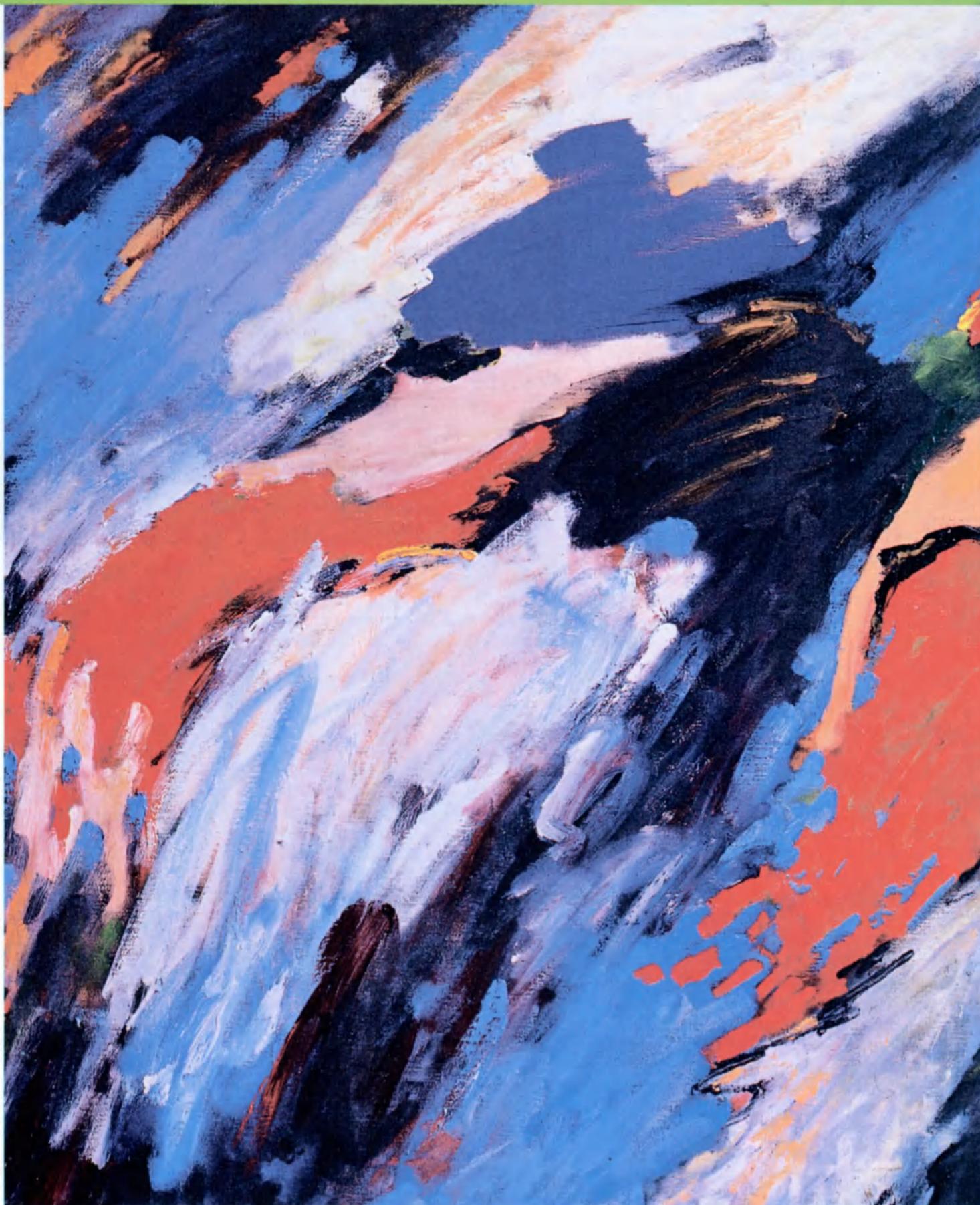
Nous avons appris ces dernières années, et avec plus d'évidence encore ces derniers mois, que la démocratie est plus opposée qu'associée à la révolution, qu'elle suppose une grande capacité de modernisation endogène et qu'elle doit, pour être forte, diminuer les distances sociales et culturelles, mais nous ne sommes pas assez convaincus qu'elle réclame, avant tout, une forte participation à la vie publique.

Certains sont même tentés de défendre l'idée que les passions mettent en danger la démocratie et qu'une certaine apathie facilite le bon fonctionnement des institutions. Cette idée est aussi inacceptable que la conception opposée, qui confond la démocratie avec les manifestations de masse, car elle réduit en fait la démocratie à la liberté des acteurs économiques. En fait, il n'y a pas de démocratie là où la vie politique est soumise à une autre logique que la sienne. La démocratie repose sur la participation la plus active possible du plus grand nombre possible à la formation et à l'application des décisions politiques. ■

Libertad y las Americas (1986, Liberté et les Amériques), pastel sur papier du peintre américain Rupert Garcia. Inspirée de Delacroix, l'allégorie de la liberté a des traits métis.

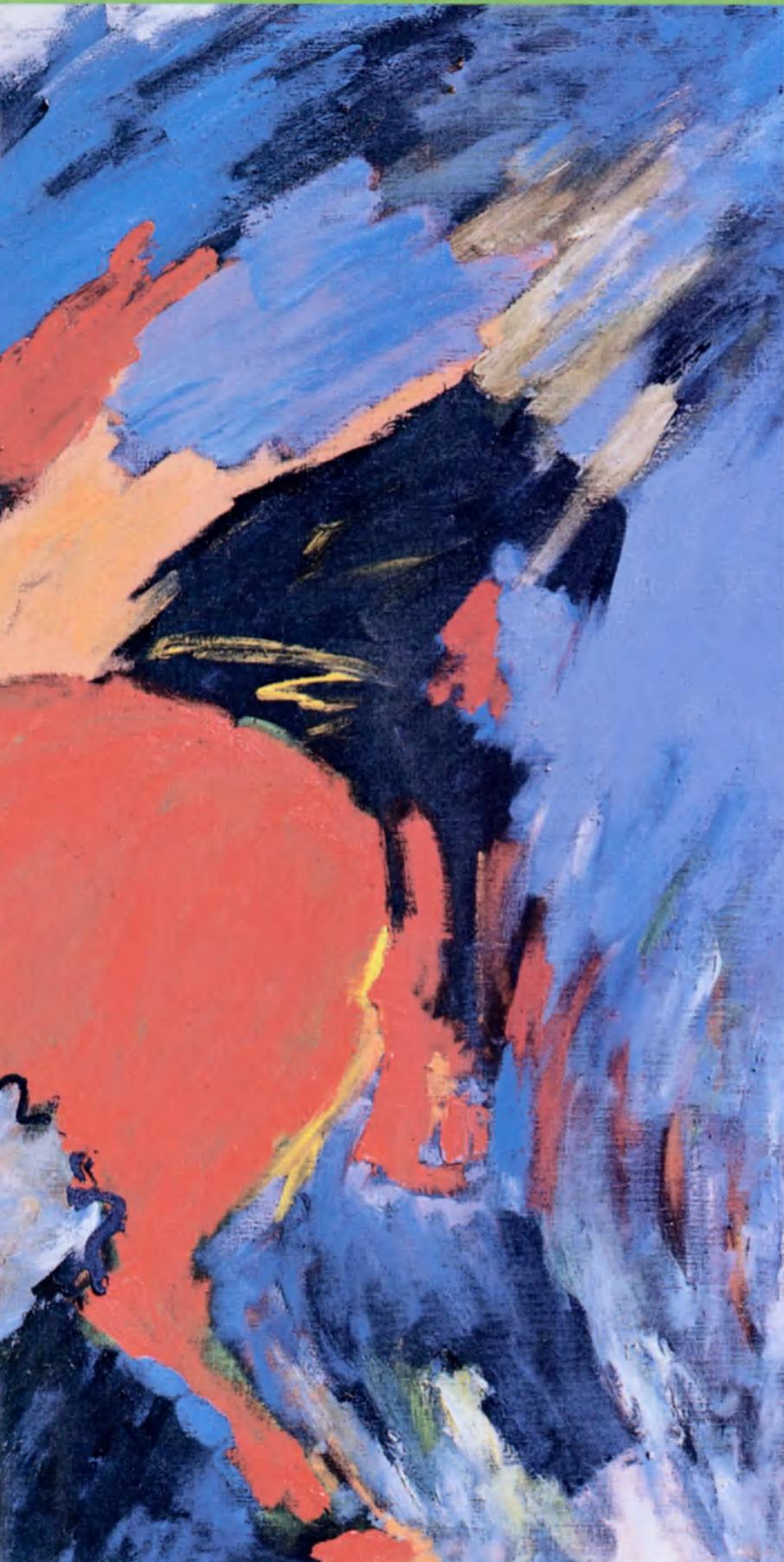
PAR OCTAVIO PAZ

L'IRONIE ET LA



COMPASSION

Devant la montée des bureaucraties, le grand écrivain mexicain appelle à plus de vigilance critique. Aux méfaits de l'orgueil à travers l'histoire, il oppose le sourire lucide de la compassion.



NOUS vivons un moment particulièrement difficile, celui d'un grand vide intellectuel dans le domaine de la philosophie politique. L'effondrement des grands systèmes élaborés au siècle dernier coïncide avec l'apparition, dans le monde entier, des bureaucraties politico-économiques. Il s'agit là, en réalité, d'un nouveau groupe social, d'une classe que, faute d'un terme plus juste ou plus précis, nous appelons « bureaucratie ».

Dans certains pays, cette bureaucratie s'identifie à une idéologie ou à un Etat. Ailleurs, au Mexique par exemple, si la bureaucratie politique et technocratique joue un rôle déterminant, son pouvoir est loin d'être absolu. Cette nouvelle classe est universelle : elle a investi et envahi les grandes entreprises capitalistes de l'Occident et du Japon, mais aussi les régimes d'Europe de l'Est, en passant par la CIA et autres institutions puissantes, jusqu'aux gouvernements des pays en développement.

Le vide dans le domaine des idées politiques et sociales résulte de l'histoire du 20^e siècle. C'est un aspect de la grande crise de la civilisation moderne dans sa phase post-industrielle. Jusque dans les années trente, beaucoup de gens, moi le premier, pensaient que seule la révolution socialiste pourrait résoudre les contradictions de nos sociétés. Mais nous avons assisté à l'échec de l'expérience qui a débuté avec la révolution bolchévique de 1917. Echec social, par son incapacité à réaliser la liberté et l'égalité ; échec économique, car l'abondance matérielle escomptée n'est pas venue. Le seul triomphe aura été politique ou, plutôt, militaire.

La fin de l'idéologie

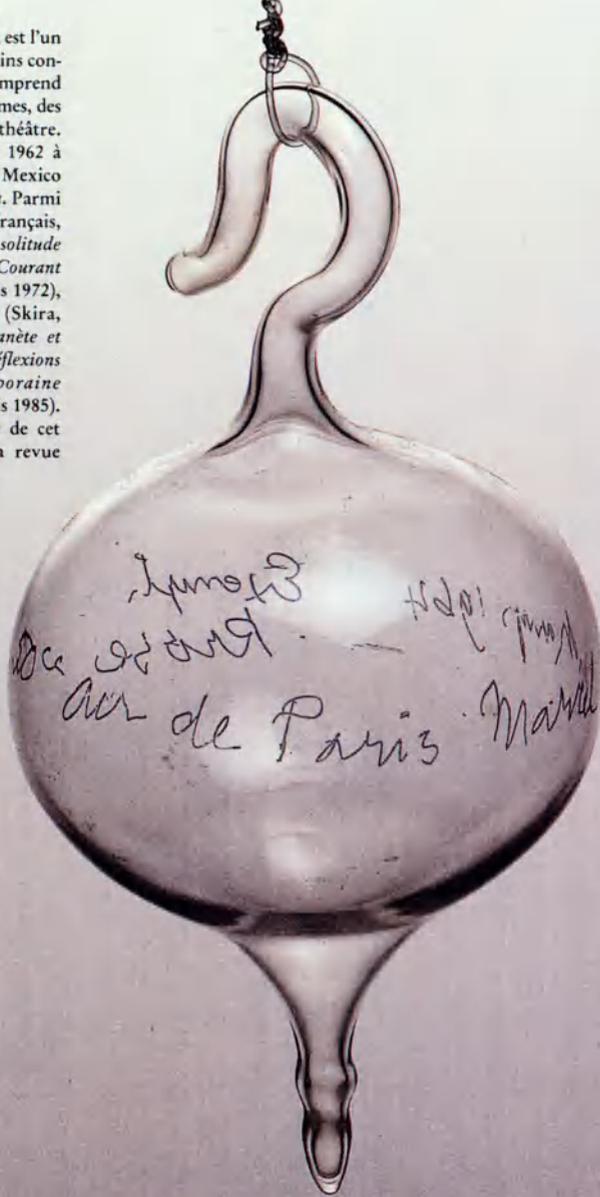
L'idéologie révolutionnaire, cependant, a été gravement touchée et a perdu presque tout son pouvoir de fascination, notamment dans les pays développés. Même au Mexique, où la classe intellectuelle, héritière des cléricaux et des courtisans des 17^e et 18^e siècles, n'est pas particulièrement frondeuse, la gauche a commencé sa désintoxication idéologique. Mais la disparition de l'idéologie que l'on peut constater jusqu'en URSS, avec les réformes positives de Gorbatchev, ne signifie pas

Révolution, huile sur toile de Gilberto Frometa Fernandez, peintre cubain contemporain.



OCTAVIO PAZ,

poète et essayiste mexicain, est l'un des plus importants écrivains contemporains. Son œuvre comprend de nombreux livres de poèmes, des essais et une pièce de théâtre. Ambassadeur en Inde de 1962 à 1968, il vit actuellement à Mexico où il dirige la revue *Vuelta*. Parmi ses essais traduits en français, citons *Le labyrinthe de la solitude* (Gallimard, Paris 1972), *Courant alternatif* (Gallimard, Paris 1972), *Le singe grammairien* (Skira, Genève 1972) et *Une planète et quatre ou cinq mondes. Réflexions sur l'histoire contemporaine* (« Folio », Gallimard, Paris 1985). Une version plus longue de cet article est publiée par la revue japonaise *Ichiko* (Tokyo).



En haut à droite, *Air de Paris* (1919), verre, par Marcel Duchamp. Ci-contre, tête de Bouddha en bronze, art thaï, première école d'Ayuthia (14^e siècle). Page de droite, champignon d'un essai atomique (en haut). Destruction de la forêt tropicale par le feu (en bas).



la naissance d'une nouvelle philosophie politique. Nous vivons un grand vide dans le domaine des idées sociales et de la morale collective. Les peuples et les Etats vont à la dérive.

La critique morale du capitalisme par Marx et les anarchistes n'en reste pas moins, en grande partie, valable. De même, la critique libérale du despotisme et du socialisme étatique, ou « socialisme de cartel » comme disait Engels, n'a rien perdu de son actualité. On pourrait en dire autant de la critique des iniquités du monde moderne par les chrétiens et représentants d'autres religions. Mais les fondements proprement dits des idéologies politiques qui ont remué l'humanité au 20^e siècle — socialisme, libéralisme, et autres — se trouvent mis entre parenthèses depuis la Seconde Guerre mondiale.

Nous sommes confrontés aujourd'hui à deux grands périls qui menacent non seulement la paix mondiale, mais la survie du genre humain : l'explosion nucléaire et la détérioration de l'environnement. Or, aucun de ces deux fléaux n'est imputable aux injustices du capitalisme ou aux maux du socialisme : ils découlent de la nature même de nos sociétés modernes dans leur ensemble. La bombe et la dégradation du milieu naturel sont le résultat du progrès technique, et non de telle ou telle idéologie. La réalité a fait voler les idéologies en éclats.

Dès lors, et sans vouloir jouer les prophètes, on peut dire que dans ce grand vide de l'histoire, le seul régime encore vivace, c'est la démocratie. Mais la démocratie n'est pas une panacée : c'est



une forme de convivialité, un système pour empêcher que les gens ne s'entretuent, pour assurer l'alternance pacifique du pouvoir et permettre au chef de l'Etat d'accéder à son poste par la voie des urnes. La démocratie nous apprend à cohabiter, et rien de plus. J'espère qu'un jour, que je ne verrai peut-être pas car j'ai soixante-quinze ans, naîtra une nouvelle pensée politique, qui réconciliera la tradition libérale et la tradition socialiste.

L'exercice critique

Dans le microcosme intellectuel mexicain, tout ce qu'on peut faire en ce moment, c'est d'enlever la poussière et les toiles d'araignée, ouvrir les fenêtres pour faire entrer un peu de lumière, ne pas renoncer à la critique, cultiver la réticence et la méfiance envers les solutions de facilité. L'ironie est l'un des aspects de la critique, mais elle naît aussi du désenchantement. Nous sommes une génération de désenchantés. Et il nous manque aussi quelque chose d'autre : l'imagination et la compassion.

J'ai employé le mot ironie au sens où l'entendait Marcel Duchamp. C'est une ironie qui va au-delà de l'ironie et s'annule en se moquant d'elle-même. L'ironie est la réaction subjective du moi face au sérieux, stupide ou meurtrier, du monde objectif. L'homme ironique se rit des autres, mais aussi de lui-même : la méta-ironie consiste à aller au-delà de ce dialogue avec soi-même, à se moquer du moi qui se moque du monde. Si l'ironie est cruelle, la méta-ironie dissout la cruauté.



En transposant de l'esthétique à la morale et à la politique, je crois que l'écrivain politique devrait faire preuve d'un peu d'ironie, vis-à-vis de lui-même et d'autrui — il devrait montrer moins d'assurance, savoir qu'il ne détient pas de recettes infaillibles, reconnaître qu'il n'existe pas de vérités absolues. Et témoigner bientôt, par la pratique de la méta-ironie, de compassion, de pitié.

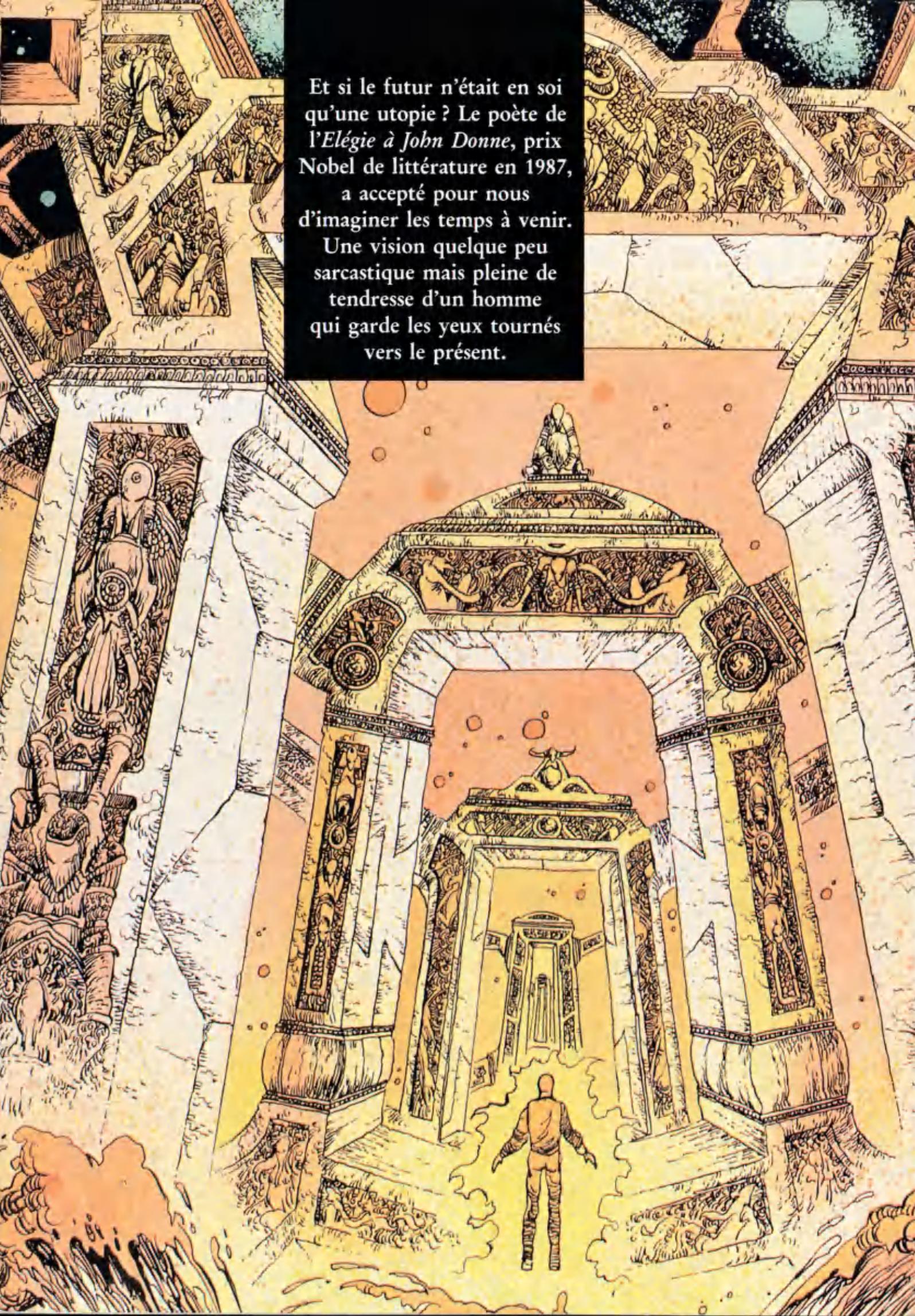
Les horribles dictatures dont nous avons souffert au 20^e siècle avaient toutes pour racine une idéologie inhumaine. Je veux bien que, dans certains cas, comme pour Staline, il y ait eu perversion d'une doctrine généreuse ; mais il faut bien admettre que ces doctrines contenaient les germes du despotisme et de l'intolérance.

Dans leur profonde sagesse, les anciens théologiens considéraient l'orgueil comme le péché de Satan. Chez les hommes, ce péché naît de la prétention à détenir la vérité absolue. C'est un mal qui a empoisonné le 20^e siècle sous le couvert de la science et de la philosophie.

Je ne connais qu'un seul antidote à ce venin moral : la critique. Dès que l'on comprend qu'on ne détient pas la vérité absolue et que toutes les vérités, en particulier politiques, sont relatives, on s'ouvre à l'ironie et à la pitié — envers les autres et envers soi-même. C'est ce qui manque à notre siècle, une résurrection de la pitié. Ce qu'il y a de si beau dans le bouddhisme, c'est qu'il nous montre des sages qui sourient toujours. Et leur sourire exprime l'ironie et la pitié... Il faut introduire en politique le sourire des sages bouddhistes. ■



Et si le futur n'était en soi qu'une utopie ? Le poète de l'*Elégie à John Donne*, prix Nobel de littérature en 1987, a accepté pour nous d'imaginer les temps à venir. Une vision quelque peu sarcastique mais pleine de tendresse d'un homme qui garde les yeux tournés vers le présent.



VU D'UN MANÈGE

PAR JOSEPH BRODSKY

PARLER de la pluie et du beau temps, comme l'a noté un jour l'humoriste polonais Stanislaw J. Lec, ne devient vraiment intéressant que lorsqu'apparaissent les signes avant-coureurs de la fin du monde. On pourrait en dire autant du futur : il ne vaut d'en parler qu'à l'approche d'événements chronologiques marquants — car la chronologie est fille de l'eschatologie.

Les deux naissent de l'incapacité de l'homo sapiens à maîtriser intellectuellement le phénomène du temps. L'homme fait ce qu'il peut pour domestiquer ledit phénomène, le plier à ses facultés rationnelles, qui en sont, d'ailleurs, issues elles aussi. De là tous nos kilomètres à l'heure, calendriers, mois, années, décennies, siècles et millénaires ; de là la conception linéaire du temps et sa division en passé, présent et futur.

Le paradoxe d'une telle division, surtout s'agissant du futur, c'est que l'alternance du jour et de la nuit, qui en sont les garants, résultent de la rotation de la planète autour de son axe et autour du soleil, et donc d'un processus qui se répète continuellement. On pourrait comparer l'habitant de cette terre à un enfant qui, monté sur un manège, croit dur comme fer que son cheval et lui trottent, non pas là où il l'a enfourché, mais dans un ailleurs d'une tout autre nature. A cette différence près : notre manège à nous ne s'arrête jamais, il est perpétuellement en mouvement.

Or c'est au mouvement, même cyclique, que l'habitant de cette terre a coutume de rapporter tous les types de changements : de lieu, de flore, de faune, de circonstances, d'état d'esprit. Cela s'explique par l'échelle extrêmement réduite à laquelle l'homme opère, passant non pas d'une étoile à une autre, mais d'un porche à un autre. Ce sont les aspects différents des portes d'entrée, la diversité des habitants de l'immeuble ou des passants de rencontre, qui inspirent le sentiment d'un progrès et incitent à voir dans le mouvement même la source d'une qualité nouvelle.

Un point de fuite

C'est cela que le futur est en réalité : l'idée de quelque chose de qualitativement nouveau. Et la chronologie est comme la numérotation des porches d'une longue rue allant en direction de ce

qualitativement nouveau. Le point de fuite de cette rue — perspective ? avenue ? — se perd dans les brumes de la grammaire, puisque, dans la plupart des langues, au moins indo-européennes, les relations entre le temps futur et son équivalent verbal sont toujours quelque peu tendues. Ce qui reflète bien la contradiction entre la conscience qu'a l'homme d'être biologiquement limité et le caractère relativement illimité de ses capacités spéculatives.

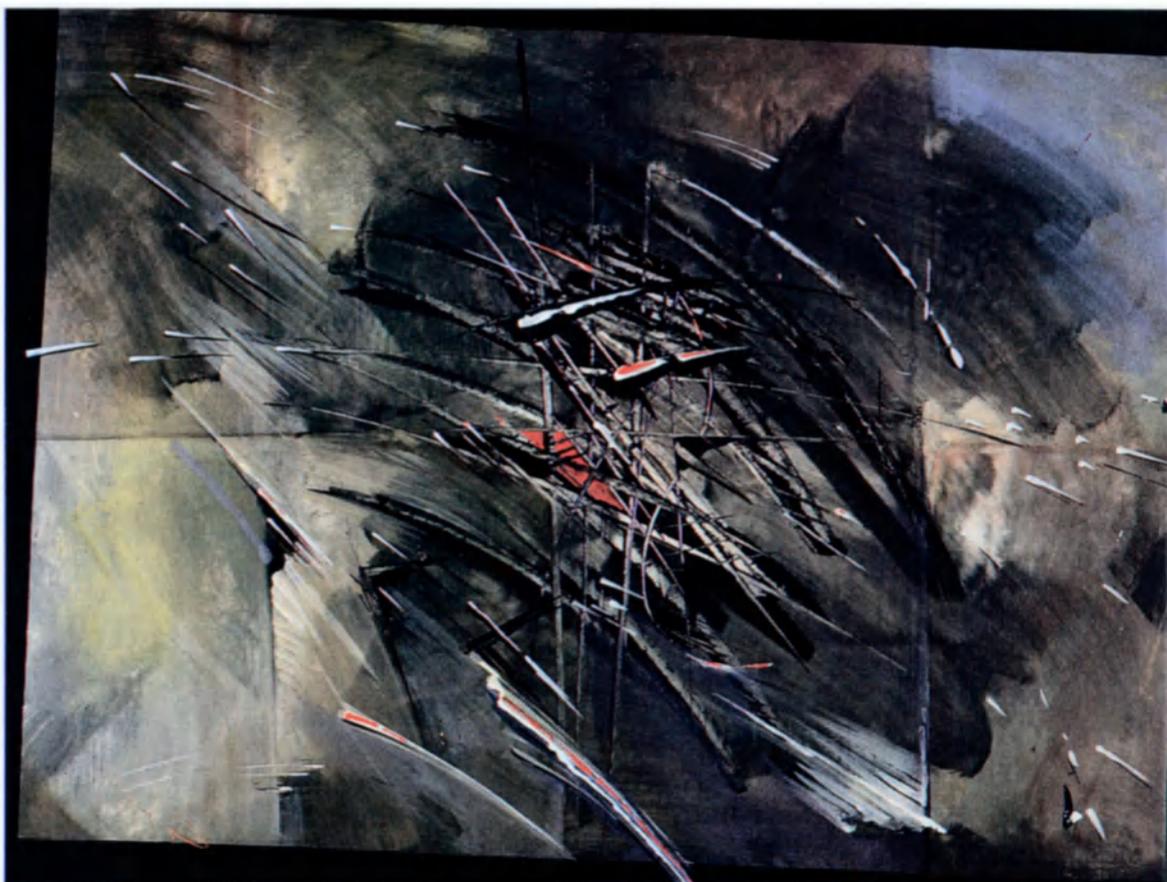
Bref, le mode de pensée de l'homme est marqué par une tendance à l'indéfini plus connue sous le nom d'utopie. Cette faculté s'épanouit aussi bien dans le fonctionnement de la mémoire que dans celui de l'imagination. Concevoir le futur, c'est pour elle une occasion de s'exprimer ou de se satisfaire. Le futur, c'est le moins qu'on puisse dire, est toujours l'utopie d'une personne particulière. Quand les tentatives pour lui donner une réalité se heurtent aux difficultés grammaticales évoquées, la chronologie vient à la rescousse.

Comme toute transposition du discours ordinaire dans la langue des chiffres, la chronologie simplifie quelque peu le problème. Le futur y revêt l'aspect de l'infini mathématique ; les chiffres se contentent de croître, réconciliant un corps biologiquement limité et un point de fuite physiquement inaccessible, mais que l'esprit peut envisager. Chaque fois que le chiffre (la date) est rond, qu'il s'agisse de la fin d'une décennie, d'un siècle ou d'un millénaire, la société, sans bien comprendre elle-même pourquoi, entre en effervescence, et, myope de nature, se livre à une débauche de vues à distance et de spéculations sur un changement de l'ordre du monde. Ce phénomène s'appelle le millénarisme.

La chronologie étant en soi non sémantique, un événement de nature chronologique est en réalité un non- ou anti-événement. Le futur, c'est-à-dire le qualitativement nouveau, fait irruption dans la réalité d'un individu ou d'une nation sans crier gare et tout porte à croire qu'il a un faible pour les chiffres impairs (par exemple 1939). Dans la plupart des cas, il se déguise en découverte scientifique, en innovation technologique, en guerre ou en appauvrissement de la langue. Il est très rare que le futur cherche à revêtir l'aspect de changements sociaux, ne serait-ce que parce que là, son choix est extraordinairement limité : il ne peut s'agir que de diverses nuances d'autocratie ou de démocratie.

Les habits les plus courants qu'endosse le futur pour faire son entrée sont l'accélération, des

Illustration de l'artiste français Philippe Druillet pour une édition de *Démons et merveilles* de Howard Phillips Lovecraft (1890-1937), un des maîtres de la littérature fantastique.



JOSEPH BRODSKY, poète et essayiste d'origine russe, a reçu le prix Nobel de littérature en 1987. Condamné en 1964 en URSS à cinq ans de travaux forcés pour « parasitisme » littéraire, libéré en 1966, il vit aux Etats-Unis depuis 1972. Il est actuellement professeur de littérature à Mount Holyoke College. Parmi ses œuvres traduites en français, il faut citer *Collines et autres poèmes* (Seuil, Paris 1966), *Poèmes 1961-1987* (Gallimard, Paris 1987) et un recueil d'essais, *Loin de Byzance* (Fayard, Paris 1988).

moyens de locomotion aussi bien que des rythmes musicaux, et l'apparition d'un nouveau système d'armement. Celle-ci suppose un nombre accru d'objets à anéantir, alors que celle-là annonce généralement une manière de percevoir le monde qui va de pair avec l'acte de presser une détente, ou, plutôt, un bouton. Ainsi peut-on affirmer que le futur a commencé dans notre siècle avec les premiers rythmes de boogie-woogie, qui ont aboli à jamais la notion de petite musique individuelle, sort comparable à celui qui frappe la notion de tragédie individuelle dans la perspective d'une catastrophe nucléaire. On peut considérer l'apparition de la commande à distance des différentes chaînes de télévision comme l'irruption du 21^e siècle de notre époque. Le miroitement, sur l'écran, de foules houleuses alternant avec du jus d'orange ou un nouveau modèle de voiture est comme l'annonce prophétique de notre paysage psychologique. La rapidité avec laquelle se renouvellent les objets proposés à notre attention prépare la conscience à la réalité démographique de la perspective chronologique qu'on nomme futur.

En fait, c'est la perspective chronologique elle-même qui surgit dans la conscience contemporaine. Fruit de notre faculté de penser, le futur s'efforce d'intervenir aussi tôt que possible afin de mieux adapter la capacité d'imagination au réel, de concilier l'infini avec le fini, l'utopie avec son créateur. En règle générale, l'irruption du futur dans le présent a un caractère plutôt inconfortable, quand elle n'est pas totalement décourageante. On pourrait dire que presque tout ce que nous ressentons comme une agression ou un désagrément fait entendre la voix du futur.

Car il cherche à se tailler une place dans le présent. Toutes les trahisons dont nous sommes les victimes ou que nous commettons, sont, elles aussi, la voix du futur dans le présent. Non seulement parce qu'on trahit toujours au nom du futur, et jamais du passé ou du présent, mais parce qu'il en résulte, pour l'existence, quelque chose de nouveau — ce qui, on le sait, est synonyme de futur.

Ainsi, parler du futur est insupportable sur le plan psychologique, et, sur le plan philosophique, intolérable ou inconcevable. Si le futur signifie quelque chose, c'est d'abord notre propre absence. La première chose que nous y découvrons, en y regardant de plus près, est notre non-existence. L'idée de sa non-existence, quand elle ne pousse pas à une attitude religieuse, renvoie l'individu en arrière, dans la réalité qui est la sienne : de la langue des chiffres dans l'ordre sémantique, du point de fuite chronologique au porche de la maison où il demeure. Avec les habitants de cette maison, on peut parler du futur, dans le meilleur des cas, en termes purement politiques et sans regarder trop loin devant soi. Voici donc quelques mots sur la décennie à venir, quelques mots d'un homme qui demeure encore dans cette maison — le monologue d'un habitant.

Face aux géants

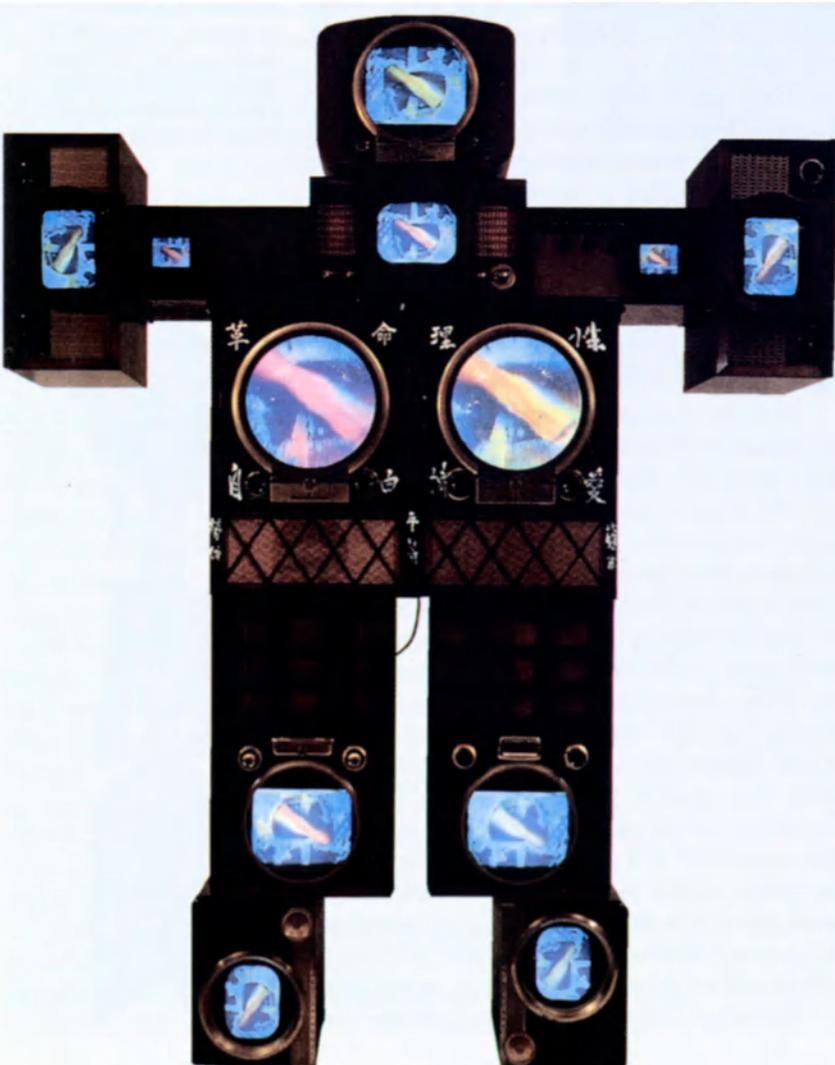
La décennie qui reste à courir avant le début du 3^e millénaire après J.-C. ne manquera pas d'engendrer une perception millénariste du monde, perception de caractère vite épidémique à cause des médias qui s'en feront immanquablement l'écho.

Il est vraisemblable qu'elle prendra la forme d'un radicalisme écologique fortement teinté d'eschatologie ordinaire. Le sentiment de la fin — du siècle, du millénaire, de l'ordre habituel des choses —, joint à une fréquence accrue des catastrophes écologiques, peut parfaitement prendre des formes meurtrières ou suicidaires. L'horreur de notre finitude n'est jamais mieux étouffée que dans une clameur de lamentations sur la destruction universelle...

A cela il faut ajouter une gigantesque explosion démographique : un pourcentage appréciable de ceux qui connaissent actuellement une ère de relatif bien-être se retrouvera alors dans la situation des exclus de ce monde. Le besoin impérieux d'un dénominateur commun, l'absence d'une idéologie tant soit peu accessible ou convaincante, et, surtout, l'état d'esprit anti-individualiste d'un monde surpeuplé peuvent parfaitement regrouper sous la bannière écologique les formes et les degrés les plus divers de mécontentement de l'existence. La fin d'un siècle, a fortiori d'un millénaire, s'accompagne toujours de l'idée d'un changement de l'ordre du monde. Plus cette idée est inintelligible, plus elle est prenante. On peut toujours se consoler à la pensée que le nouveau Thomas Müntzer ne parlera qu'une langue, vraisemblablement européenne, ce qui, joint aux contraintes de la géographie, limitera quelque peu la psychose nationale ou même internationale, l'empêchant de devenir universelle.

Page de gauche, *Vents* (1985), acrylique sur papier du peintre russe Youri Mirakov.

Ci-dessous, *Danton* (1989), sculpture robot composée de vieux postes de télévision, par Nam June Paik, artiste coréen.



Outre cette aspiration à réorganiser le monde, le catastrophisme de la pensée millénariste pourrait s'exprimer dans des guerres religieuses ou ethniques. Aux environs de l'an 2000, ce qu'il est convenu d'appeler la race blanche ne constituera que 11% de la population du globe. Il n'est pas exclu d'imaginer un affrontement de l'aile radicale du monde musulman avec ce qui subsiste de la civilisation chrétienne. Des conflits de ce type semblent inévitables ne serait-ce que pour cette raison : plus le tableau de la réalité est complexe, plus forte est la tentation de le simplifier.

Ils seront inévitablement sanglants, mais temporaires. En revanche, c'est l'équivalent d'une troisième guerre mondiale qui se dessine dans la perspective d'une guerre économique ayant vraisemblablement pour cadre l'ouest de l'Eurasie et, peut-être, les États-Unis. L'absence d'une réglementation internationale anti-trust, en particulier dans le domaine bancaire, laisse prévoir une concurrence que rien, absolument rien, ne viendra limiter, où tous les moyens seront bons et où l'enjeu de la victoire sera d'occuper la position dominante. Les combats d'une telle guerre auront un caractère supra-national, mais le triomphe sera toujours national — il sera celui du pays d'origine du vainqueur.

Sans doute s'agira-t-il de l'Allemagne, et aussi du Japon. La réunification de l'Allemagne, si elle se fait — selon ce même principe de simplification de ce qui est complexe —, installera au centre de l'Europe un monstre financier et industriel qui n'aura pas son égal. La puissance financière revêt d'ordinaire des formes d'expansion multiples : économique, politique, culturelle. A la différence de ses prédécesseurs, le nouveau Reich entreprendra, à des fins purement hédonistes, un « Drang nach Süden », un élan vers le Sud : aujourd'hui déjà, 90% des habitants de l'île d'Ischia parlent couramment l'allemand. Acheter est plus simple que tuer. L'endettement est une forme d'occupation plus sûre que la présence d'une garnison — les descendants de Wotan l'ont finalement compris.

Le seul moyen pour l'Europe de se défendre contre ce type d'expansion pourrait être la formation d'alliances ou de blocs financiers et politiques. Isolément, aucun pays ne sera en mesure de soutenir la concurrence du géant allemand. Le plus raisonnable serait de former de tels blocs sur des bases culturelles ou historiques. On aurait, par exemple, l'alliance financière et politique de l'Italie, l'Espagne et la France, ou celle des pays appartenant actuellement au Comecon. On pourrait également envisager des regroupements comme celui des pays scandinaves et du Royaume-Uni avec les pays du Bénélux. Quant au projet d'une Europe Unie, il ne constitue nullement une variante de telles alliances. Il est tout au contraire, l'« autobahn », la voie royale permettant à l'Allemagne, réunie ou non, d'avancer en direction de l'objectif vers lequel la pousse l'essor de sa puissance financière, qu'elle en soit consciente ou non.

Il y a peu de chances que l'idée de telles alliances se réalise. Si cela devait se faire, il faudrait que ce soit avant 1995, car, réunie ou non, l'Allemagne atteindra alors, si l'on en croit les pronostics, une telle supériorité économique sur ses partenaires européens, que l'expansion que j'ai évoquée deviendra inévitable et, surtout, irréversible.

On peut s'attendre à un développement comparable des événements, à l'Est, pour le pays du Soleil levant. Toutefois, la formation de blocs pour s'opposer à sa puissance est encore plus hypothétique qu'en Europe. D'autant que l'axe d'expansion économique japonais est, lui, orienté, non pas vers le Sud, mais vers l'Est et l'Ouest. On pourrait même imaginer l'apparition d'un axe financier et politique Berlin-Tokyo. A l'heure actuelle, le pays du Soleil levant agit d'une façon qui rappelle de plus en plus un autre empire insulaire sur lequel, il y a encore cinquante ans, le soleil ne se couchait jamais.

L'ancien et le nouveau

En somme, vers 1995, le monde, autant qu'on puisse en juger — avec ou sans blocs — sera sensiblement dans la même situation qu'en 1905. La géographie, au moins celle de l'Europe, ne propose à l'histoire qu'un nombre très restreint de variantes possibles. De plus, ce nombre est, en quelque sorte, inversement proportionnel au taux de croissance de la population. Il est fort probable que les pays de l'Europe de l'Est (équivalent territorial de l'Empire austro-hongrois), une fois libérés de l'hypothèque communiste, se retrouveront dans la situation de pays débiteurs. La France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal garderont, bien sûr, leur intégrité territoriale et administrative. Mais leur vie politique sera peut-être soumise à une certaine « finlandisation » par rapport à l'Allemagne. Il en sera de même dans le Nord de l'Europe, à ceci près que, pour des raisons ethniques, cette situation sera moins perceptible. Le Royaume-Uni et les pays balkaniques seront sans doute peu atteints par ces changements, plongés qu'ils sont dans les conflits ethniques et les contradictions. Les Etats-Unis connaîtront sans doute une situation sensiblement comparable, ce qui, joint aux problèmes d'ordre économique, pourrait les faire revenir à une politique de relatif isolationnisme.

En Russie aussi, l'année 1995 rappellera l'année 1905, tout comme 1990 la rappelle déjà aujourd'hui. Ce sera pour le pays une période consacrée à l'élaboration de nouvelles normes constitutionnelles et à la lutte pour le maintien du territoire. Peu importe qui sera à la tête de l'Etat. Ce sera vraisemblablement le même homme qu'aujourd'hui, à moins qu'il ne perde pied ou ne succombe à la tâche de quelque autre manière. Il a plus de chances de finir ainsi que de tomber victime de la lutte pour le pouvoir : on imagine mal que quiconque prétende au pouvoir sur le chaos et les contradictions auxquels le pays



Ci-dessus, l'enfer (détail, panneau de droite du triptyque du *Jardin des délices* par Jérôme Bosch (v 1450-1460-1516).
Ci-dessous, *Totem* (1983), émail sur bois de l'artiste américain Keith Haring. Page de droite, centrale électro-nucléaire.

va être en proie au cours des dix années qui viennent. En somme, ce chaos et ces contradictions sont les garants de la stabilité d'un pouvoir qui s'efforce d'y mettre de l'ordre et de leur trouver des solutions. La masse des problèmes auxquels est confronté le chef de l'Etat soviétique est énorme, car elle est directement proportionnelle à la période de soixante-dix ans qui les a fait naître. Aujourd'hui, ils sont devenus organiques. Toute tentative, donc, de leur trouver une solution radicale ne peut aboutir qu'à une tautologie, rejetant le pays dans la période de soixante-dix ans qui les a engendrés. Leur solution exige une méthode d'approche qualitativement différente — l'élaboration de celle-ci suffira à occuper les années à venir.

Il est fort possible que des problèmes produits par plusieurs dizaines d'années nécessitent à leur tour plusieurs dizaines d'années avant d'être résolus. On ne voudrait pas qu'il en soit ainsi, mais c'est pourtant le cas. En dépit de toutes les réformes démocratiques imaginables, la Russie de 1995 risque de connaître une crise chronique — le caractère organique de celle-ci étant le seul argument pour sa défense. Ce qui se passe aujourd'hui en URSS, si paradoxal que cela puisse paraître, fascine par une extraordinaire impression de vérité existentielle : personne ne sait comment vivre. Un système politique, quel qu'il soit, y compris démocratique, est toujours un moyen de fuir cette vérité. On peut porter au crédit du gouvernement actuel de l'URSS qu'il n'essaie pas ou n'est pas en état de simplifier, ni pour lui-même ni pour ses citoyens, le tableau existentiel qui se présente à leurs yeux dans toute sa complexité.

Quoi qu'il en soit, le rôle de la Russie dans





les relations internationales, notamment au sein des pays d'Europe, pèsera sensiblement le même poids qu'en 1905. Quiconque arrivera au pouvoir en URSS dans le futur proche héritera de problèmes plutôt que de méthodes pour les résoudre. Le fait que le peuple n'aime guère le chef d'Etat actuel est à mettre au crédit de ce dernier. Cette désaffection n'est autre que celle du malade à l'encontre de son médecin et témoigne de la convalescence du pays, au moins sur le plan moral. Jouir de l'affection d'un peuple de près de trois cents millions d'individus ne pourrait être le fait que d'un démagogue.

Une fièvre tropicale

Cet état de crise chronique, pour autant qu'on puisse en juger, est appelé à devenir la norme de la vie politique et économique un peu partout dans le monde. L'époque des solutions claires et radicales, y compris par la force armée, des problèmes nationaux et internationaux, l'époque du consensus et de l'unanimité pour toute question touchant à la politique ou à l'économie, cette époque-là est révolue. Avec l'accroissement actuel de la population, les procédures démocratiques elles-mêmes se trouvent modifiées : le poids des masses concernées par la politique modifie le concept de minorité — une minorité peut représenter des dizaines, et, dans le cas d'une Chine démocratisée, des centaines de millions d'individus.

C'est pourquoi aucune révolution, même au sein d'un pays relativement petit, ne pourra être décisive. Plus important encore, aucune idéologie ne pourra être dominante. Les révolutions, si



même il y en a, ne se produiront pas en liaison avec telle ou telle doctrine philosophique, puisque aucune d'elle ne jouira d'une autorité absolue, mais plutôt de façon spontanée, hystérique ; ceux qui se seront emparés du pouvoir ne seront pas en mesure de le conserver longtemps, en dépit des nouveaux moyens dont ils disposeront pour contrôler les populations. Ce qu'on appellera révolutions ou changements révolutionnaires ne constituera, en réalité, que des étapes de la crise chronique déjà évoquée.

Les pays d'Amérique latine et l'Afrique seront concernés au premier chef. Ces zones géographiques risquent fort, dans la décennie prochaine, de ne plus avoir aux yeux de l'Occident dit civilisé, la même portée politique. En un sens, ces pays seront les victimes des changements survenus en Europe de l'Est, qui promettent à l'Occident une main-d'œuvre à la fois bon marché et qualifiée. L'attention politique et financière des pays occidentaux industriellement développés se concentrera sur eux, au détriment des pays du tiers monde. L'Afrique, notamment, ayant cessé d'être une zone de rivalité pour les superpuissances, sera, plus qu'aujourd'hui, exposée à la faim, aux épidémies, ainsi, peut-être, qu'à des tentatives plus délibérées pour adapter à ses traditions propres des formes politiques copiées à l'extérieur. Dans la possible monstruosité de telles transformations, il faut voir un signe de la fin de la décolonisation. L'Occident, du même coup, pourra justifier qu'il ait reporté son intérêt des pays du tiers monde à d'autres régions de l'Eurasie.

Ce changement d'orientation ne sera, bien sûr, pas absolu. La pauvreté et, surtout, le surpeuplement du tiers monde continueront à offrir des perspectives séduisantes de main-d'œuvre à bon marché et de débouchés commerciaux. Mais dans le courant de la décennie à venir, les pays industriellement développés, soumis à des vagues d'immigration ainsi qu'à un accroissement considérable de leur population propre, doivent s'attendre à se retrouver à leur tour soumis aux conditions mêmes de leurs anciens protégés. En un sens, ce phénomène de crise chronique avec son alternance d'accès et de rémissions est comme une sorte de fièvre tropicale dont l'hémisphère nord doit payer le tribut pour ce qu'il a entrepris dans l'hémisphère sud.

Place au présent

Si ces propos, ne serait-ce que pour la moitié, étaient exacts, la décennie à venir se révélera celle d'un nouvel égalitarisme. Les vues traditionnelles sur le caractère unique des traits nationaux, ethniques, culturels, s'effaceront devant le sentiment d'un dénominateur commun : l'état de crise de la plupart des économies nationales. Ce nouvel égalitarisme s'exprimera d'abord par l'érosion des particularités purement culturelles. Aujourd'hui déjà, le système d'éducation de plus d'un pays développé subit des modifications sensibles dans le sens de l'œcuménisme. Aujourd'hui déjà, on

peut entendre un discours prônant le relativisme métaphysique et l'idée que toutes les doctrines religieuses se valent, ce qui aboutit à donner les mêmes droits à l'intolérance et à la tolérance. Aujourd'hui déjà, la notion de « style international » existe en art, surtout, d'ailleurs, dans les arts plastiques.

La perspective de voir apparaître, dans la décennie à venir, une société plus juste, semble peu vraisemblable. On voudrait espérer qu'elle ne sera pas plus injuste que ce que nous connaissons déjà. L'unique garantie pour une justice relative de la société est le sens moral de ses membres, mais on n'imagine guère comment la nécessité économique pourrait devenir un ferment d'éducation du sens moral. Dans le meilleur des cas, la société du futur sera une société égoïste et indifférente, dépourvue de quelque référence morale que ce soit. Le seul espoir pour une telle société réside précisément dans l'ampleur démographique de cet égoïsme et de cette indifférence, qui l'obligeront à s'organiser sur une base non pas idéologique, mais technologique, poussant l'homme à faire confiance à l'ordinateur plutôt qu'à son semblable. Au moins pourra-t-on ainsi éviter pour un certain temps les bains de sang, car il ne viendra à l'idée de personne de se jeter le couteau à la main sur une machine en télescopant démocratie et démographie.

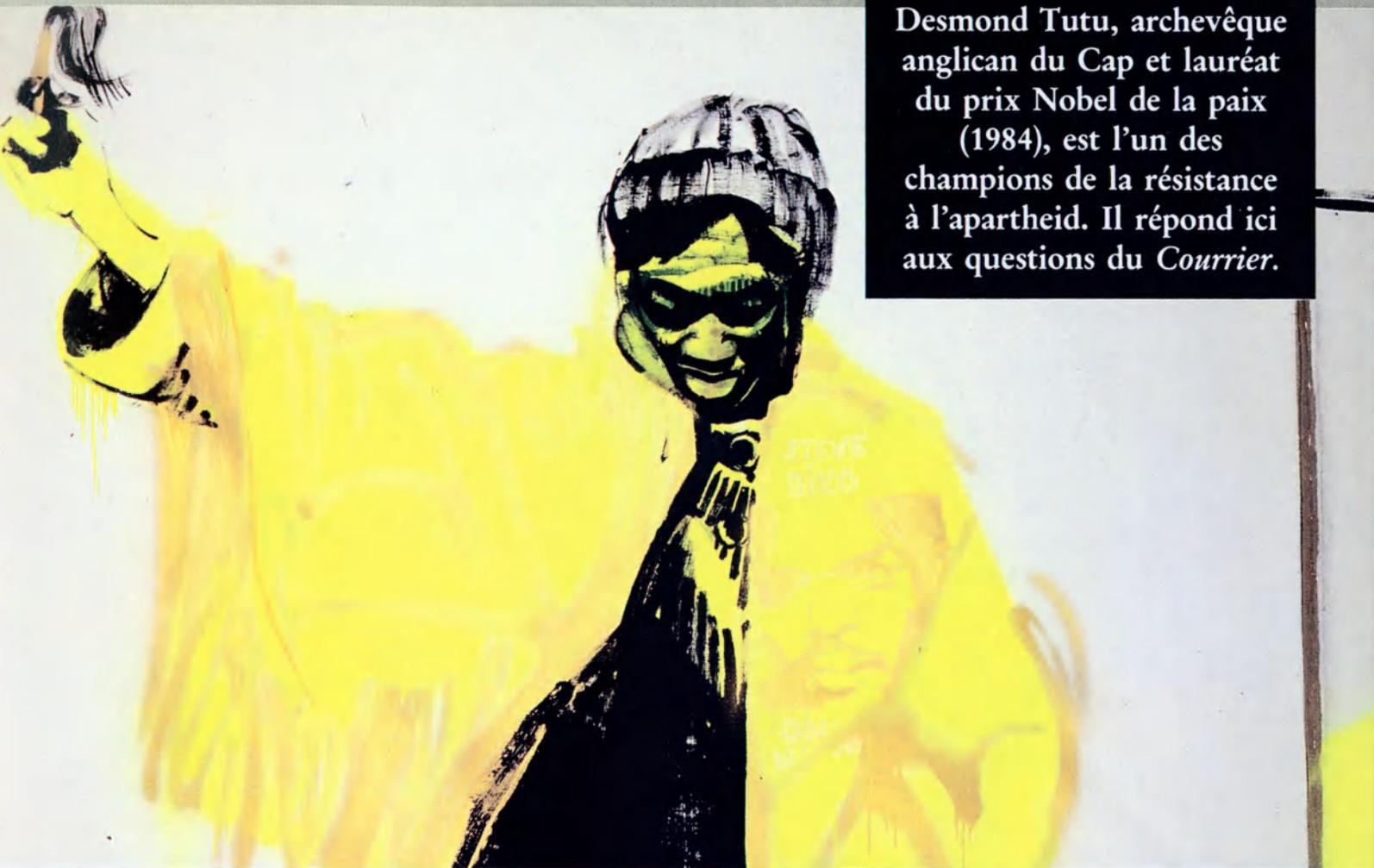
C'est pourquoi mieux vaut laisser le futur tranquille, mieux vaut s'efforcer d'organiser le présent le plus intelligemment possible et être plus

attentif à ceux qui sont proches ou lointains dans l'espace plutôt que dans le temps. Ceux qui prendront notre place, vivront dans nos villes, dans nos appartements, dormiront dans nos chambres, etc., ne nous adresseront ni remerciements ni malédictions pour l'état dans lequel nous leur aurons laissé le monde, de même que nous ne remercions ni ne maudissons nos prédécesseurs, occupés que nous sommes par des problèmes et des sentiments plus actuels.

Ce qui nous paraît futur sera, pour les hommes qui viendront sur terre après nous, leur présent. C'est pourquoi mieux vaut construire des maisons et des hôpitaux pour ceux qui en manquent aujourd'hui, et mieux vaut les faire solides et pas trop laids. Mieux vaut s'appliquer à être juste tout de suite plutôt que d'escompter le triomphe de la justice et du bon sens pour plus tard. Nos actions d'aujourd'hui se commueront pour nos successeurs en faune et flore, en milieu naturel. De même que pour ceux qui ont maintenant vingt ou trente ans, ce milieu est le fruit des efforts conjugués de Le Corbusier et de la Luftwaffe. Ne fût-ce que pour cette raison, on ne saurait créditer le futur d'une supériorité enviable ou de qualités particulières. Il ne serait pas moins hasardeux d'envier nos successeurs et de faire toutes sortes de rêves sur la société du futur. Il est bien possible que nous nous trouvions, nous, dans une situation enviable, car quand nous faisons le bien, tout comme, d'ailleurs, le mal, nous savons encore à qui.

Une nouvelle planète
par le peintre russe
Constantin Yvon
(1875-1958). ■





Desmond Tutu, archevêque anglican du Cap et lauréat du prix Nobel de la paix (1984), est l'un des champions de la résistance à l'apartheid. Il répond ici aux questions du *Courrier*.

« PERSONNE NE NOUS EN EMPÊCHERA... »

PAR DESMOND TUTU

On parle énormément de liberté et de droits de l'homme en Europe de l'Est ces derniers temps. N'y a-t-il pas là un parallèle avec l'Afrique du Sud ?

— Oui, le mouvement pour la liberté et les droits de l'homme en Europe de l'Est est aussi prometteur que celui d'Afrique du Sud.

Pourtant, il y a manifestement des différences. En Afrique du Sud, l'oppression de la majorité est fondée sur le racisme. L'iniquité du racisme, c'est que des gens qui se croient supérieurs aux autres finissent par les traiter comme des sous-hommes. Un régime raciste, confronté à des manifestations de masse, aura moins de scrupules à faire tirer la police ou l'armée sur la foule qu'un



autre, qui hésitera à tuer des hommes et des femmes en qui il voit quand même des compatriotes. Dans la plupart des pays d'Europe de l'Est, à l'exception de la Roumanie, on a l'impression que les autorités ont été plus modérées dans leurs réactions que les dirigeants sud-africains.

J'ajoute qu'en Europe de l'Est, les gens avaient quand même, dans l'ensemble, plus de possibilités d'organiser leur vie et de participer au progrès économique qu'en Afrique du Sud. Bon nombre de ces pays avaient déjà une expérience antérieure de la démocratie, alors qu'en Afrique du Sud, cela fait 300 ans que nous souffrons de l'oppression raciale. Notre peuple n'a cessé de lutter pour pouvoir participer à un



Ci-dessus et page précédente, *Hommage à Steve Biko. Brimstone. Après l'apartheid.* (1978), acrylique et fluo sur toile, par Fluoman, pseudonyme du peintre français Antoine Tricon. Voir aussi pages 24, 46, 50.

ART CONTRE APARTHEID

« *Apartheid* : terme dur et mesquin, dont la tonalité générale évoque le bruit de l'ouverture d'une trappe de pendoison. » (Michel Leiris)

L'Association des artistes du monde contre l'apartheid, créée sous l'égide des Nations-Unies en 1982, a constitué une collection d'œuvres d'art destinée à montrer publiquement la foi des artistes et des intellectuels dans la liberté et la dignité humaine, et pour protester contre la discrimination raciale en Afrique du Sud.

Cette collection de près de 200 œuvres d'artistes de renommée internationale a circulé dans le monde entier et fait l'objet de nombreuses manifestations. Un catalogue exceptionnel reproduit de nombreuses œuvres de cette collection et réunit des textes de grands écrivains contemporains comme Jorge Amado, André Brink, Julio Cortázar, Michel Leiris.

La collection formera les bases d'un futur musée contre l'apartheid. Le jour venu, elle sera offerte au premier gouvernement sud-africain libre et démocratique, issu du suffrage universel.

régime démocratique, sans jamais y parvenir. Sur le plan économique, depuis l'industrialisation de l'Afrique du Sud, nos frères n'ont jamais pu obtenir la formation et les emplois qu'ils demandaient, à cause de la couleur de leur peau. C'est pourquoi la démocratisation de l'Afrique du Sud va exiger un gros effort d'aide internationale pour donner enfin à notre peuple les possibilités de se développer dans un pays industrialisé qui les lui a constamment refusées jusqu'ici.

Y a-t-il, selon vous, un lien entre démocratie et développement ?

— Le développement est lié à la démocratie. L'homme est une créature dotée du pouvoir de prendre des décisions. Dieu lui a donné le libre arbitre. Il est donc en droit de maîtriser son développement par le système de la démocratie politique : c'est d'ailleurs la condition de sa pleine participation au processus. Le « progrès » paternaliste imposé aux masses par un guide omniscient est voué, immanquablement, à l'échec.

Dans le contexte sud-africain, peut-on parler d'un véritable mouvement en faveur de la démocratie ? Le système d'apartheid est-il vraiment condamné ?

— A bien des égards, c'est un retour à la case départ des années 60. Certes, nos organisations politiques sont désormais reconnues et plus libres d'agir qu'au cours des trente dernières années. Mais les Noirs n'ont toujours pas le droit de vote — la négation du pouvoir politique étant à la base de l'apartheid. Quant aux lois que nous appelons les « piliers de l'apartheid », elles sont toujours en vigueur. La différence avec 1960, c'est que le pouvoir blanc se déclare aujourd'hui prêt à négocier le partage du pouvoir et à remettre ces lois en question. Or, nous ne savons toujours pas ce qu'il veut nous proposer. D'un côté, il y a, venant du gouvernement, une offre qui en reste au stade d'une promesse intéressante. Mais, de l'autre, il y a la demande de notre peuple, qui est en marche vers la démocratie. Nous sommes résolu à l'obtenir et, en fin de compte, nous l'obtiendrons. Personne ne nous en empêchera, et surtout pas le gouvernement d'Afrique du Sud.

Y a-t-il des formes et des conditions de démocratisation propres à l'Afrique du Sud ? Le principe du suffrage universel peut-il fonctionner dans un contexte si marqué par les affrontements traditionnels entre communautés ?

— La démocratie repose sur le suffrage universel. Tant que des citoyens sont exclus du vote, il ne peut y avoir démocratie ou perspective de coopération entre les communautés. En démocratie, quelle que soit leur origine, les citoyens sont tous protégés par la loi, par des droits que des tribunaux indépendants font respecter. C'est seulement lorsque la dignité humaine de tous les Sud-Africains sera garantie par l'égalité des droits que nous pourrons voir s'instaurer entre les citoyens de ce pays, quelle que soit leur appartenance ethnique, une véritable coopération. ■



Certaines sociétés du tiers monde sont victimes d'un double détournement d'identité : à la dépendance envers l'Occident s'ajoute l'action paralysante d'un pouvoir hostile à toute pensée novatrice. Tel est le bilan que dresse un des tout premiers poètes arabes d'aujourd'hui. Son remède : rendre à la culture les pleins pouvoirs.

J. T. Almaguer 315
CULTURE ET LIBERTÉ DANS LE TIERS MONDE

L'HOMME, UNE CRÉATION CONTINUE

PAR ADONIS

NOUS assistons à l'éveil des identités, dans le monde d'aujourd'hui, comme on suivrait au théâtre une scène tragique — une scène où le soi ne se retrouve que dans la négation de l'autre, où le long combat par lequel l'homme a cherché, à travers l'histoire, à se rapprocher de l'homme, se transforme soudain en un combat mené par l'homme contre l'homme. Où la peur que l'on éprouvait jusque-là pour la liberté fait place à la peur de cette même liberté.

Paradoxe. Le remède deviendrait soudain le mal. Serait-ce parce que l'éveil en question signale un retour plutôt qu'un départ ? Un repli plutôt qu'un élan ? Parce qu'il se prévaut, tantôt d'une religion, tantôt d'une race ou d'une nation ? Qu'il est en somme éveil de ce qui aurait dû rester endormi ?

Ou peut-être cet éveil traduit-il une sorte

Page précédente, *Liberté au soleil* (1918), aquarelle et encre sur carton, par le peintre russe David Sterenberg (1881-1948). A droite, « Paix et liberté », calligraphie arabe (1983) de Hassan Massoudy. Ci-dessous à droite, *Assainissement*, peinture végétale, par le groupe Bogolan-Kasobane, composé de six artistes maliens (Bamako). Page de droite, *Le précaire équilibre des entreprises* (1987), huile sur toile, par Ramon Alejandro, peintre d'origine cubaine.



ADONIS, pseudonyme d'Ali Ahmad Saïd Esber, de nationalité libanaise, est l'un des chefs de file de la poésie arabe contemporaine. Il est actuellement délégué permanent adjoint de la Ligue des Etats arabes auprès de l'Unesco. Son œuvre comporte une vingtaine de titres, traduits en de nombreuses langues. Citons, parmi les traductions françaises : *Le livre de la migration* (Collection Unesco d'œuvres représentatives, Luneau-Ascot, Paris 1982), *Introduction à la poésie arabe* (Sindbad, Paris 1985) et *Cheminement dans la géographie de la matière* (PAP, Lausanne 1989).



d'erreur seconde, qui viendrait réparer l'erreur première, née du croisement de la culture technicienne et de la culture idéologique, avec ses composantes fascistes de droite et de gauche ? Il y aurait alors, dans ce qui s'éveille aujourd'hui sous le signe de la Liberté, quelque chose qui aiguise, contradictoirement, la problématique de la liberté.

Sous l'effet de la culture technicienne et idéologique, conçue par l'Occident, l'évolution des structures économiques et politiques du monde moderne a tendu à soumettre l'homme, et sa vie, à un impératif prioritaire : la poursuite de la satisfaction de ses besoins matériels. Au miroir de cette culture, les hommes semblent désinvestis de leur aspiration à la liberté, à l'amour, à la poésie, et leurs besoins réduits à celui de seulement subsister.

Les médias, voire certaines activités culturelles, paraissent n'avoir pour finalité que la réalisation d'une prospérité matérielle maximale. L'éducation elle-même tend, de plus en plus souvent, à susciter le besoin matériel, à l'élever au rang de valeur morale, à l'identifier à un symbole civilisationnel. Elle va même, parfois, jusqu'à suggérer les moyens de satisfaire ce besoin, jusqu'à exalter une image de l'homme savourant son « esclavage », acceptant de se considérer comme une marchandise et d'être traité comme tel, admettant sa transformation ultime en un simple outil.

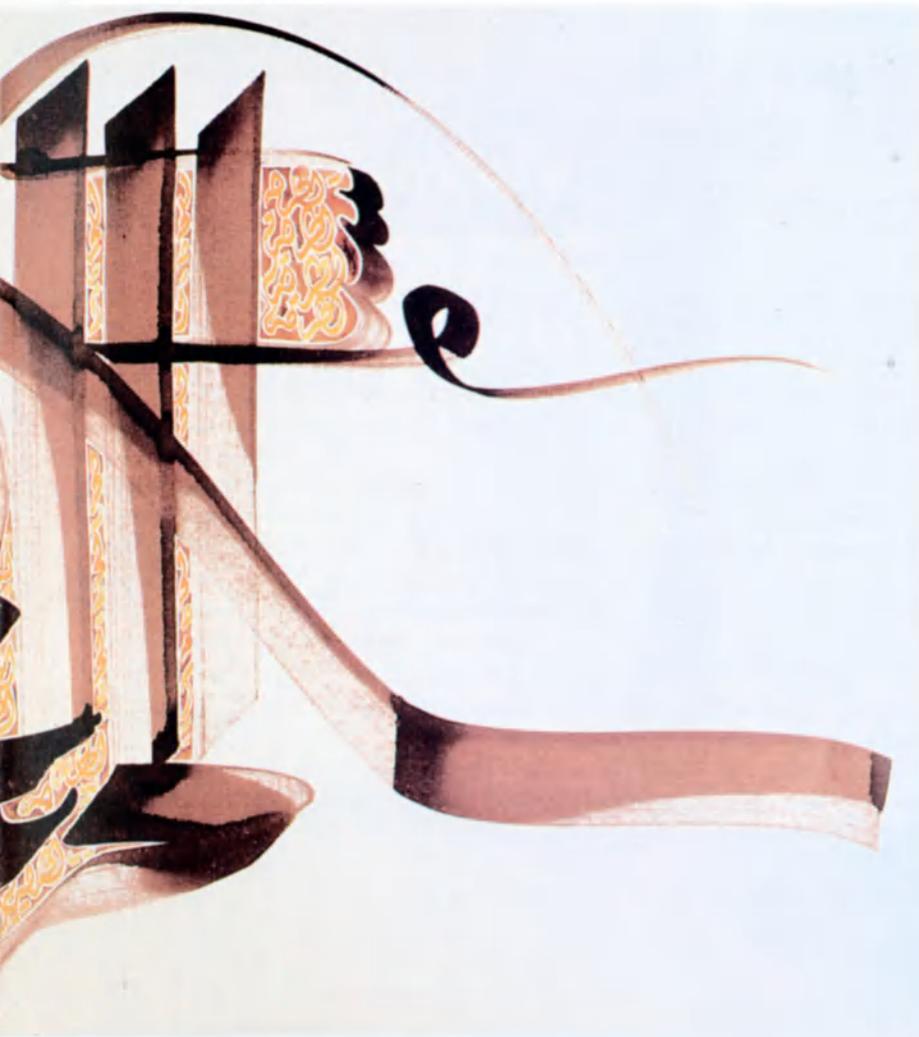
Le tiers monde constitue aujourd'hui un immense laboratoire où ces tendances sont testées, généralisées et enracinées. Au point que l'homme, être créateur et libre, en paraît presque absent.



Ces tendances s'accompagnent du sentiment envahissant — bien que parfois dissimulé — de la suprématie de l'Occident. Ce dernier mène en effet une lutte continue pour monopoliser la place centrale et non pour abolir cette place et harmoniser ses rapports avec l'Autre. Ce qui ne fait qu'accroître l'hostilité de l'Autre, transformé en dépendance du centre, en marché captif. Soumise à la logique des rapports des forces, cette tendance pèse d'autant plus lourd qu'elle s'accouple avec la course aux armes destructrices. N'insistons pas sur ce qu'elle implique de mépris pour la culture de l'Autre, qui ne possède en propre que cette culture et qui, en la perdant, perdrait tout et lui-même.

Au commencement est la culture

Nous pouvons mesurer la « valeur » de la liberté dans une société, en nous fondant sur la « valeur » de la culture et son ouverture à l'avenir. Dans son étymologie première, la culture est action et efficacité. Elle sous-entend, par conséquent, l'adresse, le talent et finalement la technicité. (N'y aurait-il pas un rapport étymologique étroit entre le mot arabe *'atqana* et le mot grec *techné* ?) Efficace, la culture est le produit d'une création libre. En tant que telle, elle ne constitue pas un facteur parmi d'autres de l'évolution de l'humanité ; elle en est l'assise et le principe moteur.



Mais cette signification première de la culture est aujourd'hui étrangère à de nombreuses sociétés non occidentales. Peut-être cela nous éclaire-t-il sur les raisons de l'absence de liberté dans ces sociétés. Sur certaines de ces raisons du moins — car il y a, à l'absence de liberté, différentes raisons, dont les plus profondes sont sans doute en rapport avec la lecture jurisprudentielle des textes religieux. Cette lecture dominante articule le religieux-jurisprudentiel au politique-social ; et c'est pourquoi la liberté n'y est pas pensée comme un concept « politique » ou « civil », mais simplement comme un concept religieux.

Dans ce cadre, la liberté est peu à peu devenue, paradoxalement, un exercice d'obéissance : d'allégeance au détenteur de l'autorité auquel on délègue les pouvoirs en toutes choses. Et c'est ainsi qu'est née l'unité de la « vérité » et du pouvoir, mais aussi, incestueusement, l'unité entre la liberté et le pouvoir, entre la pensée et le pouvoir.

L'individu n'a dès lors d'existence que dans l'obéissance ; partie organique du groupe (forme religieuse de la tribu hier, forme partisane de la tribu aujourd'hui), il pense et parle comme lui. Se marginaliser du groupe (de la tribu) ne constitue-t-il pas une mécréance menant généralement à l'exclusion et parfois à la mort ? La marginalisation intellectuelle apparaît alors comme étant simultanément politique et juridictionnelle, puisqu'elle constitue une désobéissance au pouvoir établi au nom du groupe. Que peut faire l'homme dans ce cas ? Dépouillé du droit à la propriété et au travail, il peut encore continuer de lutter. Mais lorsqu'on le dépouille de la langue elle-même, c'est-à-dire du droit à la parole, on le dépouille en quelque sorte du droit à la vie.

L'expérience historique a prouvé que tous ceux qui ont exercé leur droit naturel à la parole face au groupe-pouvoir, l'ont payé au prix fort, le plus souvent de leur vie. Tant d'autres ont pu s'imaginer que la possession des objets pouvait les affranchir du pouvoir de la pensée ! Ils ont ainsi abdicé leur droit à la parole au profit du pouvoir et se sont cantonnés dans la chose matérielle et son commerce. Peut-être cela explique-t-il la mutation de la culture ? La culture est essentiellement une prise de conscience du monde, une création. Dans nos sociétés, elle s'est transformée en fioriture. Elle est devenue instrumentale et l'intellectuel un fonctionnaire au service du groupe-pouvoir.

Les pouvoirs paralysants

A partir de là, dans certains types de sociétés, le progrès sur terre est valorisé dans la stricte mesure où il se plie aux injonctions du ciel et le bonheur de l'individu est mesuré à l'aune de sa dépendance vis-à-vis du pouvoir. Celle-ci se matérialise dans les notions d'harmonie, de conciliation et d'unité. Harmonie pour nier le conflit social, conciliation pour nier le conflit intellectuel et unité pour nier la division et la parcellisation.

Dans ces conditions, le progrès n'est plus qu'une forme supérieure de retour à l'originel.

L'unité n'est autre que celle du groupe-nation fondée sur l'unicité des textes originels, elle-même fondée sur l'unicité de la vérité, laquelle, à son tour, repose sur l'unicité du pouvoir. Une telle unicité est suppression simultanée de l'homme et de la connaissance. C'est ainsi que l'individu vit, dès le départ, étranger à lui-même. Il existe pour le ciel par le truchement de la religion et, sur terre, par le truchement du groupe-pouvoir.

Aujourd'hui, la pensée dominante dans maintes sociétés du tiers monde est une pensée à fondements théologico-idéologiques. Ce monde est assiégé par deux modes de connaissances : le premier est porteur de passé, il concerne l'au-delà et les moyens d'accéder à l'éternité ; le second est porteur de modernité occidentale, il concerne surtout le traitement de la matière, les moyens techniques de produire et de consommer. En d'autres termes, ce monde est assiégé par deux transferts-liturgies : la liturgie du paradis céleste et celle du paradis terrestre. C'est un monde qui paralyse l'esprit : puisqu'il ne produit ni pensée ni technique. Le mouvement culturel dominant confirme cette paralysie : il est conformité totale avec l'autorité d'un texte qui, dans la pratique, est le texte du pouvoir.

Pour éclairer la place de la liberté dans notre tiers monde, j'ajoute que l'Occident (en tant qu'Autre, moderne) régent ce monde avec une rationalité-technicité tournée vers la consommation, qui l'assimile et le rend dépendant. On y voit moins l'homme, sa liberté et ses grands problèmes cosmiques, que le marché, l'énergie et la stratégie. C'est une vision qui masque l'homme et fait apparaître la machine. C'est également une vision instrumentale.

Aujourd'hui, exactement comme dans la vision théologique traditionnelle, l'occidental produit pour renouveler les moyens plus que pour renouveler l'homme. Des moyens pour enchaîner l'homme et non pour le libérer. Ce qui s'usine, ici ou là, devient, dans la pratique, plus important que l'homme lui-même. L'homme apparaît comme existant dans une machine. Et quiconque existe dans une machine ne possède plus son soi (Farabi), puisque ce soi appartient à quelqu'un d'autre que lui. Et peu importe, alors, que la machine soit textuelle-linguistique ou matérielle-technique.

Vers une conscience ouverte

Dans cette perspective, quelles peuvent être les chances de la liberté dans le tiers monde ? Il me faut signaler, tout d'abord, qu'il existe dans ce monde un mouvement de pensée, d'écriture et d'action démocratique. Socialement, ce mouvement est marginal, mais « culturellement » il constitue le mouvement le plus significatif, le plus prometteur d'un avenir digne de l'homme. Ce mouvement se réclame d'un monde auquel il n'appartient pas. Ainsi, le moi et le non-moi se rencontrent-ils dans un même être.

Ce qui peut sembler un paradoxe est, en réalité, le principe même du mouvement créateur, lequel produit et reproduit le passé — mais sous une forme différente et renouvelée, dans un contexte de connaissances différent. Les rapports que ce mouvement établit avec le passé (l'héritage) deviennent alors verticaux et non plus horizontaux. Rapports de croissance continue du passé, à travers le présent, en direction de l'avenir.

Ce mouvement s'articule dans la langue et non dans le vocabulaire, dans l'homme et non dans l'institution ou le régime, dans la vie et non dans l'idéologie et l'instruction. Il s'articule aux symboles, aux légendes, à la dynamique de l'imagination et de la création. Le temps chronologique cesse d'exister. Seul est présent le temps autre, le temps vertical. Il n'y a plus de place pour la signification unique, définitive, totale. Tout l'espace est laissé à la signification ouverte, indéfiniment. Cette signification est errance. Et c'est dans cette errance que résident les bases de la liberté, de la démocratie, de la multiplicité et du droit à la différence.

Où en sont, dans ces conditions, les chances de liberté à l'échelle du monde ?

Je pense que, pour une part essentielle, ces chances dépendent de l'idée que se fera l'Occident du tiers monde, de la nature des relations qu'il établira avec ce dernier. Le malentendu de la liberté dans le monde commencera à se dissiper lorsque l'Occident entreprendra une révision complète et radicale de lui-même, de sa culture et de son rapport à l'Autre, le non-occidental. Il faudra que naisse en Occident une nouvelle conscience de l'autre, qui devienne seconde face, prolongement de soi.

Au regard de cette nouvelle conscience, l'identité de l'homme cesserait d'être préétablie, pour se résoudre en un cheminement créatif qui se renouvelle avec le renouvellement de chaque projet. Le passé (religieux ou national) ne serait plus que le plus primitif, le moins riche, le moins profond, des constituants de cette identité. Laquelle ne peut être que création permanente. Seul parmi tous les êtres vivants, l'homme, en effet, crée sa propre identité par la création de son travail et de sa pensée. A son stade humain, l'identité n'est pas une *donnée* ; elle ne tire pas ses origines d'un passé, quel qu'il soit ; elle est l'avenir dans un destin créatif continu.

Pour atteindre à ce niveau de conscience du couple identité-altérité, il faut que la politique soit devenue partie intégrante d'un tout, qui est la culture. Il faut que la première soit soumise à la seconde, que l'action politique soit d'abord un moyen d'approfondir l'échange entre le soi et l'autre, qu'elle réponde à une volonté culturelle de dialogue, d'échanges, de complémentarités.

La politique doit aussi, surtout en Occident, produire ses merveilles. Pour démentir enfin ce mot de Saint-Just : « Tous les arts ont produit leurs merveilles, seul l'art de gouverner n'a produit que des monstres. » ■



Le prisonnier (1979), sculpture par l'artiste iranien Iradj Emami.

DROITS DE L'HOMME : LE COMBAT DANS L'OMBRE

PAR GEORGES-HENRI DUMONT

Dans de nombreux cas où les droits de l'homme sont violés, l'Unesco intervient. Concrètement. En coulisses. Comment agit-elle ? Pour la première fois, un coin du voile est levé...

尊人
重權

一九六六
李亞魯

Нико
не сме бити
произвольно
уапшен
и ливорен
ниши
интеран.

LE public n'ignore pas que l'action de l'Unesco en faveur des droits de l'homme répond à l'une de ses finalités essentielles, inscrite dans son Acte constitutif : « ...assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, que la Charte des Nations-Unies reconnaît à tous les peuples ».

L'on sait également que, dès sa création, cette organisation fut chargée d'assumer l'enseignement des droits de l'homme. Tâche qu'elle n'a cessé d'accomplir par maints travaux d'experts et de nombreuses publications.

Connue aussi est l'importante action normative qu'elle a entreprise en matière de droits de l'homme : neuf conventions, vingt et une recommandations et deux déclarations relatives aux droits à l'éducation, à la culture et à l'information.

Mais, le plus souvent, on ignore que l'Organisation mène parallèlement une *action concrète* à travers son Comité sur les conventions et recommandations. Le travail, sinon l'existence même, de cet organe du Conseil exécutif de l'Unesco, est quasiment inconnu du grand public, car il opère de façon strictement confidentielle.

Ce comité fut créé pour examiner les « communications émanant de particuliers ou d'associations invoquant la violation de certains droits de l'homme et notamment des droits éducatifs et culturels, par des Etats membres ou non membres de l'Unesco ».

A ses débuts, de 1965 à 1977, il n'eut à traiter que des discriminations dans le domaine de l'enseignement. Mais à partir de 1978, ses responsabilités s'élargirent avec celles du Conseil exécutif. Désormais, le Comité couvrait tout le champ de compétence de l'Unesco, et non seulement les cas individuels, mais aussi les questions générales de violation des droits de l'homme.

Mais comment résoudre ces deux exigences contradictoires : d'une part, agir avec la plus grande efficacité possible, et, d'autre part, s'interdire d'intervenir dans ce qui touche à la juridiction intérieure des Etats ?

Le Conseil exécutif résolut le dilemme en posant les deux principes suivants : l'Unesco devait « agir dans un esprit de coopération

internationale, de conciliation et de compréhension mutuelle », et elle ne pouvait « jouer le rôle d'un organisme judiciaire international » — ce qui équivalait à tout pouvoir de sanction.

Questions et dialogue

Comment fonctionne ce Comité sur les conventions et recommandations ? Il se réunit deux fois par an pour travailler de façon confidentielle. Cette règle a pour inconvénient de priver les décisions qu'il prend de l'appoint possible de l'opinion publique ; elle risque aussi de faire croire que l'Unesco se contente de déclarations solennelles et généreuses là où elle mène, en réalité, une action concrète, continue et efficace.

Mais ce caractère confidentiel a des aspects plus positifs que négatifs. Le débat se concentre sur l'aspect humanitaire et non pas politique. N'étant pas publiquement mis en cause, un gouvernement n'a pas l'impression de perdre la face quand il s'incline devant une décision du Comité.

Prenons, pour comprendre son fonctionnement, l'exemple d'une personne — écrivain, enseignant, artiste ou journaliste — qui est victime d'un emprisonnement. Un dossier, établi par l'Office des normes internationales et juridiques, a été remis à chaque membre du comité. Il contient les informations du plaignant, complétées, éventuellement, par les premières réactions du gouvernement concerné. Le représentant du Directeur général de l'Unesco en rappelle l'essentiel. On invite ensuite à participer à la séance le représentant des autorités du pays concerné par la plainte. Il peut présenter immédiatement son point de vue et, le cas échéant, justifier le comportement de son gouvernement. Les questions qu'on lui pose, après son exposé, varient évidemment selon les cas, mais en voici quelques-unes parmi les plus fréquentes :

— Si la victime alléguée se trouve emprisonnée sans jugement préalable, quel en est le motif ? Quand aura lieu le procès ?

— Si elle a été jugée, quels sont les motifs précis de sa condamnation ?



— Sa famille est-elle autorisée à lui rendre visite ? A quelle fréquence ?

— Quel est l'état de santé du prisonnier ? Reçoit-il les soins requis ?

— Son éventuel âge avancé ne justifie-t-il pas une libération immédiate ?

Il est rare d'obtenir aussitôt une réponse à toutes ces questions. Mais le représentant du gouvernement concerné s'engage à le faire le plus vite possible, ce qui déclenche un processus bénéfique, sinon décisif. Nombreux sont les prisonniers qui, à la suite de cette séance du Comité, reçoivent, pour la première fois, la visite d'un médecin ou d'un membre de la famille.

C'est au cours de cette phase initiale de dialogues avec les représentants des gouvernements concernés qu'un grand nombre de cas sont réglés. Lorsque, après l'échec éventuel du dialogue avec le gouvernement concerné, ou après avoir constaté le silence obstiné de celui-ci, une plainte est déclarée recevable par le Comité, la tâche de celui-ci est rendue beaucoup plus difficile. Le gouvernement concerné a tendance à se braquer. Il faut alors attendre un changement politique pour que le dialogue soit renoué.

Page précédente, calligraphies chinoise (Ung No Lee) et cyrillique (Jovica Veljovic).
Ci-dessus, calligraphie arabe (Hassan Massoudy);
ci-dessous, calligraphie latine (Jean Larcher).
Tirées d'un calendrier (1989) sur la Déclaration universelle des droits de l'homme éditée par la revue française *Non-Violence Actualité*.

INUL
ne sera soumis à
la torture,
ni à des peines ou
traitements cruels,
inhumains
ou dégradants.

Un rôle décisif

Depuis 1978, quelque deux cents cas ont été soumis au Comité. Les résultats de ses démarches peuvent être considérés comme encourageants, surtout ces dernières années : 30 cas réglés de 1978 à 1981 ; 85 de 1982 à 1985 ; 86 de 1986 à 1989.

L'Unesco a notamment joué un rôle décisif dans le cas de trois personnalités célèbres : le pianiste argentin Miguel Angel Estrella, libéré de prison en 1980, le professeur Andrei Sakharov, prix Nobel de la paix (1975), et Vaclav Havel, devenu l'actuel président de la république de Tchécoslovaquie.

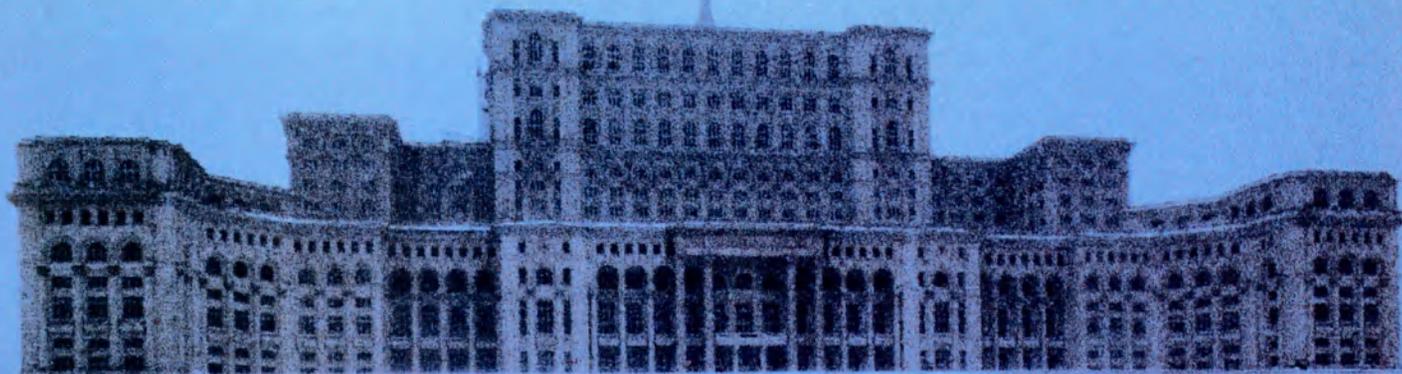
En dix ans, une centaine de personnes emprisonnées dans des conditions souvent pénibles, ont été libérées ou acquittées.

De nombreuses communications concernent des personnalités intellectuelles que l'on empêchait de rentrer au pays, des étudiants à qui l'on refusait de partir pour l'étranger, de délivrer un diplôme ou d'attribuer une bourse d'études, des personnes privées arbitrairement de leur emploi ou des publications interdites par le régime en place. La liste des violations des droits de l'homme est trop longue pour être citée. Dans tous les cas, le Comité a appris à cultiver l'obstination et la persévérance.

Le Comité agit au nom du Conseil exécutif et du Directeur général. Mais ce dernier peut intervenir, confidentiellement ou publiquement, dans certains cas. S'il apprend, par exemple, qu'un des fonctionnaires de l'Unesco est retenu ou arrêté dans le pays dont il est le ressortissant.

C'est le cas, largement relaté ci-après, de Sorin Dumitrescu. ■

GEORGES-HENRI DUMONT, historien belge, membre de l'Académie royale de Belgique, a publié, entre autres ouvrages, *Marie de Bourgogne* (Fayard, Paris 1982) et *La vie quotidienne en Belgique au temps de Léopold II* (Marabout université, Bruxelles 1986). Il est président de la Commission internationale de l'Unesco pour la nouvelle édition de l'*Histoire du développement scientifique et culturel de l'humanité*. Membre du Conseil exécutif de l'Unesco de 1981 à 1989, il a été président de son Comité sur les conventions et recommandations de 1987 à 1989.



Comment un fonctionnaire international en mission a pu rester deux ans « prisonnier » dans son propre pays, au mépris des lois. Le récit détaillé, par lui-même, de son « enlèvement ».

OTAGE DE LA SECURITATE

PAR SORIN DUMITRESCU

A la fin de 1969, je fus nommé à l'Unesco directeur de l'Office d'hydrologie.

Peu de temps après, comme toute personne acquérant le statut de fonctionnaire international, je m'engageai, par serment, à m'acquitter de mes fonctions et à régler ma conduite « en ayant exclusivement en vue les intérêts de l'Organisation, sans solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement... »

Tout pénétré que je fusse du sens de ces paroles, je ne me doutais pas qu'elles allaient jouer, quelques années plus tard, un rôle si important dans ma vie...

Une mission inachevée

Le 6 juin 1976, je partis pour représenter le Directeur général à deux réunions — la première en Roumanie (8-13 juin) et la seconde en Bulgarie (15-18 juin). Je faisais ce voyage

dans ma voiture personnelle en compagnie de mon épouse et de ma fille.

A la fin de mon séjour en Roumanie, au moment où je m'apprêtais à passer la frontière vers la Bulgarie, la police roumaine m'en empêcha. Je devais, me dit-on, rentrer d'urgence à Bucarest pour rencontrer le vice-ministre des Affaires étrangères, M. Vasile Gliga. En vain expliquai-je à celui-ci par téléphone que j'étais attendu d'urgence à Varna. Je dus rentrer à Bucarest et, là, prendre rendez-vous avec M. Gliga. Ce dernier commença par m'informer que je ne pourrais quitter le pays tant que ne seraient pas réglées « certaines choses importantes ».

Dans ces conditions, lui dis-je, je me vois dans l'obligation d'informer le Directeur général de l'Unesco que je suis empêché de poursuivre ma mission conformément à l'ordre de voyage établi. Le vice-ministre me conseilla de n'en rien faire, pour éviter tout

SORIN DUMITRESCU, d'origine roumaine, spécialiste d'hydrologie, ancien sous-directeur général du Secteur des sciences de l'Unesco (1985-1988), est actuellement conseiller auprès du Directeur général de l'Organisation. Auteur de nombreuses publications dans sa spécialité, il a reçu en 1988 le Prix international d'hydrologie.

incident — une solution, selon lui, interviendrait incessamment. Soucieux de ne pas envenimer la situation, je consentis à attendre jusqu'au matin du 18 juin.

Ce jour-là, nouvelle convocation du vice-ministre : le gouvernement roumain avait décidé de me « retirer la qualité de fonctionnaire international » ; je devais retourner le lendemain au ministère pour rédiger ma lettre de démission au Directeur général ; il m'était interdit d'établir un contact quelconque avec l'Unesco, sous peine d'arrestation immédiate. Quand je lui demandai les raisons d'une pareille décision, il me répondit qu'il n'était pas autorisé à me les donner. Voilà une procédure, lui dis-je, tout à fait abusive, car il n'appartient pas au gouvernement roumain de me retirer la qualité de fonctionnaire international. Mais je ne quittai son bureau qu'après avoir accepté de rédiger, pour le lendemain, une lettre de démission.

Revenu à l'air libre, j'envisageai, un moment, de joindre le directeur du Centre européen de l'Unesco pour l'enseignement supérieur (CEPES) dont le siège se trouve à Bucarest. Celui-ci, M. Thomas Keller, était en congé. Téléphoner à Paris, ou essayer d'entrer en communication avec une ambassade était risqué : j'étais évidemment suivi. C'est ma fille qui, prenant de gros risques et utilisant des procédés dignes d'un roman policier, allait s'arranger pour transmettre à l'ambassade de France un message que je demandais aux autorités françaises de communiquer au Directeur général de l'Unesco.

Ce même 18 juin, un fonctionnaire des « PTT » se présenta à notre domicile pour changer notre appareil téléphonique qui, nous annonça-t-il, ne fonctionnait sûrement pas bien.

Le quatrième paragraphe

Durant la nuit suivante, j'essayai de rédiger une lettre de démission qui fût aussi « transparente » que possible :

« Monsieur le Directeur général, « J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le gouvernement roumain a décidé que je devais reprendre mes fonctions au Conseil national des eaux.

« Par conséquent, je vous demande de bien vouloir approuver ma démission de l'Unesco avec effet immédiat.

« Puisque, dans les circonstances actuelles, il m'est impossible de rentrer à Paris, je vous serais reconnaissant de charger le Bureau du personnel de me communiquer les modalités de liquidation de mes obligations envers l'Unesco et les conditions pour bénéficier des droits de cessation de service.

« Au moment où je quitte l'Unesco, je voudrais vous remercier de la confiance que vous m'avez témoignée et vous assurer que je reste fidèle aux idéaux de l'Organisation. »

Ma femme et ma fille, en lisant la lettre, eurent la même réaction : « Comment penses-tu qu'ils seront assez bêtes pour laisser partir une telle lettre ? » Je leur répondis par écrit, sur du papier que nous brûlerions ensuite : « Je tente une négociation. »

Le 19 juin, je me présentai au ministère des Affaires étrangères avec ce projet de lettre. Le chargé de mission pour les affaires de l'Unesco le lut et me demanda : « Ne pourriez-vous pas donner une autre justification à votre démission ? Dire, par exemple, que vous êtes malade ? » Je répliquai que, étant donné les circonstances, personne ne le croirait et qu'il valait mieux dire la vérité. Le vice-ministre, auquel le chargé de mission alla exposer le problème, accepta la justification, mais voulut supprimer le quatrième paragraphe — dans lequel je rappelais ma fidélité aux idéaux de l'Unesco.

Les paragraphes essentiels, pour moi, étaient le premier et le troisième. Le quatrième traduisait certes mes sentiments, mais il comptait beaucoup moins pour la « transparence » que je voulais donner à ma lettre. J'aurais pu y renoncer. Je fis cependant semblant d'y tenir, en soulignant qu'il adoucissait le caractère trop brutal de l'ensemble. Mon interlocuteur alla de nouveau négocier avec le vice-ministre. Il revint, à ma grande surprise, avec son accord définitif. Je quittai le ministère soulagé : le Directeur général comprendrait aisément le message. Il me sembla que j'avais marqué un point.

“You are and you remain”

Puis deux semaines passèrent. Je ne voyais rien venir. Le doute s'empara de moi : les autorités roumaines avaient-elles vraiment transmis l'original de ma lettre ? Peut-être en avait-on fabriqué une autre en falsifiant ma signature ? Au ministère on m'avait dit que, dans un délai d'une semaine tout au plus, l'Unesco m'aurait répondu... L'incertitude complète dans laquelle je me trouvais quant aux suites possibles de l'envoi de ma lettre de démission, fut une des choses les plus dures à supporter.

Vers le 5 juillet, n'y tenant plus, je décidai de prendre tous les risques, je téléphonai à Paris, au Secrétariat de l'Unesco. Le Directeur général était absent de Paris. Je demandai à parler au Directeur général adjoint, M. John Fobes. J'entendis sa voix. Je lui demandai s'il était au courant de mon problème. Il me répondit que oui. Je lui fis comprendre que les conditions dans lesquelles je téléphonais m'empêchaient de parler longtemps ; j'avais une seule question à lui poser : « Étais-je encore membre du Secrétariat ? » D'une voix calme et grave que je n'oublierai jamais, il me répondit : « You are and you remain », « Vous l'êtes et le resterez ». Le Directeur général considérait ma demande de démission comme irrecevable, il avait écrit une missive en ce sens à l'ambassadeur, délégué permanent de la Roumanie auprès de l'Unesco.

Je raccrochai. Je résumai en quelques mots la situation à ma famille. C'était l'euphorie ; nous étions sauvés. La solution, maintenant, serait rapide. Nous rentrerions bientôt à Paris... Hélas, nous ne connaissions pas assez les caractéristiques du régime roumain.

Comme je l'appris plus tard, ma lettre de « démission » avait été déposée le 21 juin, dans sa version originale, au Cabinet du Directeur général de l'Unesco. Dans une lettre accompagnant la mienne, l'ambassadeur roumain



Prapor (1981), huile sur toile, par le peintre roumain Horia Bernea. Collection Art contre apartheid (voir page 38).

précisait qu'il la transmettait « sur instruction de son gouvernement ». Le Directeur général de l'Unesco, Amadou Mahtar M'Bow, convoqua sur le champ l'ambassadeur et lui déclara que ma démission était présentée sous des formes contraires aux procédures légales. Pour ne pas embarrasser les autorités roumaines, il préférait ne donner aucune suite à la lettre pendant dix jours, mais une fois ce délai passé, si je n'étais pas encore rentré à Paris, il serait obligé de réagir officiellement.

Comme rien ne se passa pendant les dix jours suivants, le Directeur général adressa à l'ambassadeur, le 1^{er} juillet, une lettre officielle, dans laquelle il déclarait la démission irrecevable. Il y précisait : « les conditions dans lesquelles est formulée et présentée la demande de M. Dumitrescu mettent sérieusement en péril les fondements de la fonction publique internationale ».

Le 14 juillet, je rencontrai Thomas Keller, le directeur du CEPES à Bucarest, qui venait de rentrer de son congé. Il avait été chargé par



M. M'Bow de me contacter afin d'apprendre de vive voix ma situation exacte. N'étant pas sûr de pouvoir arriver jusqu'au Centre, je proposai à Keller de m'attendre au coin de la rue. Il y était avant moi. Nous nous promenâmes dans un parc voisin, suivis de plusieurs membres de la fameuse « Securitate ». Quoique je ne l'eusse jamais rencontré auparavant — celui qui m'attendait aurait pu être un imposteur —, je lui parlai franchement et lui demandai de dire au Directeur général que je considérais ma « démission » comme nulle et non avenue.

A l'époque, je croyais encore que toute mon affaire avait pour cause le zèle de quelques fonctionnaires et que si elle venait à la connaissance des plus hautes instances du Parti et de l'Etat, celles-ci nous laisseraient partir. J'écrivis de nombreuses notes explicatives à leur intention : je n'avais rien à me reprocher et demandais, pour ma défense, qu'on m'expliquât les raisons pour lesquelles j'étais retenu ici contre mon gré. Je ne reçus jamais la moindre réponse. Puis, un jour, par une indiscretion, j'appris que Ceausescu connaissait très bien mon cas et qu'il avait personnellement donné ordre de ne pas céder aux pressions de

l'Unesco. Il n'y avait plus de compromis possible. Je compris qu'il me fallait jouer le tout pour le tout.

Le 6 août, M. M'Bow écrivait au chef de l'Etat roumain une lettre qui commençait ainsi :

« C'est après avoir acquis la conviction que j'ai épuisé toutes les autres voies de recours que je prends la liberté de vous saisir personnellement d'une affaire à laquelle j'attache la plus grande importance. Il s'agit du cas de M. Sorin Dumitrescu, directeur de l'Office d'hydrologie au Secrétariat de l'Unesco et ressortissant roumain qui, retenu sur le territoire roumain où il n'était que de passage avant d'effectuer une mission que je lui avais confiée, n'a pas été en mesure de regagner son poste à Paris. C'est, à ma connaissance, la première fois dans l'histoire du système des Nations Unies qu'un haut fonctionnaire international se trouve dans une telle situation. »

L'« Etat Unesco »

Cette lettre restera sans réponse. Le Directeur général décida alors de porter l'affaire à la connaissance du Conseil exécutif. Il en débattit, pour la première fois, le 9 octobre, au cours d'une séance privée. Après avoir présenté les faits, M. M'Bow souligna qu'accepter la situation créée par les autorités roumaines serait manquer au serment qu'il avait prêté lors de sa prise de fonctions de Directeur général en 1974 et que, s'il n'avait pas en cette affaire le soutien des Etats membres, il se verrait dans l'obligation de remettre sa démission au Conseil exécutif. Il reçut un très large et très ferme appui.

A travers son représentant au Conseil exécutif, le gouvernement roumain, impressionné par la tournure que prenait l'événement, se déclara alors prêt à poursuivre le dialogue. Une dizaine de jours plus tard, Luis Marqués, le directeur du personnel de l'Unesco, se rendit à Bucarest en tant que représentant du Directeur général.

A Bucarest, j'ignorais quant à moi ce qui venait de se passer au Conseil exécutif. Ceux à qui j'avais à faire, les messieurs de la Securitate, essayaient de me démoraliser : « Dans aucun pays, me disait-on en substance, un simple citoyen ne peut s'opposer au chef de l'Etat ; le Directeur général ne peut pas ne pas accepter votre démission... »

Quelques jours avant l'arrivée à Bucarest du représentant du Directeur général, je fus convoqué au Comité central du Parti. Le chef adjoint de la section des Relations extérieures m'affirma qu'on n'avait rien à me reprocher et qu'on m'avait retenu en Roumanie uniquement parce que j'avais passé trop de temps à l'étranger. Je devais accepter de reprendre tout de suite un emploi dans l'administration nationale. « Il faut que vous compreniez que la Roumanie, qui a su résister aux contraintes de son grand voisin de l'Est, ne va pas céder aux pressions de l'Etat Unesco. » « C'est là que vous faites erreur, ai-je rétorqué, l'Unesco n'est pas un Etat, mais une communauté de quelque 150 Etats membres avec laquelle la Roumanie n'a aucun intérêt à se brouiller. »

Dès son arrivée, le 20 octobre, je pus rencontrer Luis Marqués. Les autorités roumaines me demandaient de lui signifier clairement que je n'avais plus l'intention de rentrer à Paris. Quand il m'apprit ce qui s'était passé au Conseil exécutif de l'Unesco, je lui confirmai, au contraire, que j'étais prêt à rejoindre mon poste aussitôt que possible et que je refusais tout compromis sur ce point. Le lendemain, au Comité central, je notifiâi à mon interlocuteur habituel qu'il ne devait plus compter sur ma coopération. Votre comportement, m'a-t-il répondu, vous met dans une situation très grave. Votre problème n'est plus de mon ressort.

Une semaine plus tard, j'étais assigné en justice par le ministère des finances. Je devais une somme d'environ 70 000 francs à l'Etat roumain — tout citoyen travaillant à l'étranger devant, selon la loi, reverser à l'Etat la majeure partie de ses revenus. Pour ce qui me concernait, il s'agissait d'arriérés, car j'avais déjà reversé plus 120 000 francs. Le procès eut lieu en décembre. Ce fut une simple formalité. Je me déclarai prêt à payer ce que je devais dès que j'aurais la possibilité de le faire. La somme fut déposée au Centre de l'Unesco à Bucarest en janvier 1977. Ainsi fut réglé le seul litige formel qui m'opposait aux autorités.

Au début de février 1977, M. M'Bow arriva en visite officielle en Roumanie. Cette visite, fixée initialement en septembre 1976, avait été repoussée plusieurs fois à la demande du gouvernement roumain. M. M'Bow espérait obtenir son accord pour que je puisse quitter le pays. Il n'en fut rien. Lors de l'entretien qu'il eut avec Ceausescu, celui-ci opposa une fin de non-recevoir à la demande de l'Unesco, affirmant qu'il s'agissait d'une affaire de souveraineté nationale. Le Directeur général expliqua qu'il s'agissait, au contraire, d'un problème de droit international et que le gouvernement roumain agissait en violation des accords internationaux auxquels il avait souscrit. L'entretien se termina de façon abrupte...

Comme convenu, j'attendais au Siège du Centre de l'Unesco le retour de M. M'Bow, lorsque je reçus un appel, prétendument de sa part, m'enjoignant d'aller immédiatement le rejoindre à son hôtel. Je compris sans peine qu'il s'agissait d'une manœuvre pour m'empêcher de le rencontrer. J'attendis au Centre jusqu'à son arrivée. Evidemment, il n'avait chargé personne de me téléphoner. Il m'a assuré qu'il allait redoubler d'efforts pour obtenir ma libération et qu'il se préparait à rendre bientôt l'affaire publique.

La répression commence

Le 4 mars, un violent tremblement de terre ravagea le sud de la Roumanie. Le 30 mars, un officier se présenta à mon domicile, muni d'une convocation pour moi : j'étais appelé à un service militaire de cinq mois, à partir du lendemain, dans une unité chargée de la reconstruction d'une ville presque entièrement détruite, à une centaine de kilomètres de Bucarest. Cette décision, comme je l'appris par la suite, figurait dans un décret, signé par

Ceausescu lui-même, où apparaissait mon seul nom.

L'Unesco protesta contre cette nouvelle violation de mon statut de fonctionnaire international et demanda aux autorités roumaines de surseoir à cette mesure. Une fois encore, sans susciter le moindre écho.

J'étais alors très mal en point. A l'hôpital militaire de Bucarest où je fus conduit, on diagnostiqua un risque d'hépatite. Après avoir décidé mon hospitalisation, le commandant de mon unité m'informa, avec regret, qu'il avait reçu l'ordre de me laisser partir tout de suite. Une voiture où j'étais encadré par deux militaires me ramena chez moi pour prendre mes affaires. Les membres de ma famille me virent repartir sans savoir comment et quand ils me reverraient.

Je passai plusieurs jours malade, sans soins médicaux, sans manger et en dormant à peine. Un de mes parents réussit à me retrouver et informa ma femme et ma fille de l'endroit où il m'avait vu. Notre téléphone avait été coupé. Deux représentants de la Securitate étaient venus à la maison — pour ordonner à ma femme et à ma fille de s'abstenir de tout contact avec des représentants de l'Unesco ; à défaut de quoi, je risquais de passer devant un tribunal militaire et elles-mêmes pouvaient être arrêtées.

Le service militaire était surtout destiné à me couper de tous mes contacts ; il accrût effectivement mon isolement. Toutefois, à l'Unesco, l'affaire suivait son cours : en avril, le Conseil exécutif réitéra son entier soutien à l'action menée par le Directeur général.

Le marchandage

Les autorités roumaines avaient beau crâner, elles étaient sur la sellette. Il leur fallait trouver une issue. En mai, je fus appelé à Bucarest où je rencontrai le vice-ministre de l'Intérieur et chef de la « Securitate », N. Plechitza. Pour la première fois, enfin, j'eus une explication quant aux motifs pour lesquels on me retenait dans mon pays depuis juin 1976 : j'étais soupçonné de ne plus vouloir revenir en Roumanie à la fin de mon contrat avec l'Unesco. Mon interlocuteur reconnut qu'il s'agissait sans doute d'une erreur. Mais il était trop tard pour faire machine arrière : il fallait maintenant « sauver la face » du chef de l'Etat, qui avait refusé d'autoriser mon retour à Paris. Je répondis qu'à mon avis le prestige d'un chef d'Etat ne pouvait que croître lorsque, découvrant qu'une injustice avait été commise, il prenait des mesures pour la réparer.

Je revis à plusieurs reprises le vice-ministre et ses collaborateurs. Ils faisaient de l'acceptation de ma démission par l'Unesco la condition préalable à tout règlement de mon problème : après cette acceptation, on m'offrirait un poste de vice-ministre et, si je le souhaitais, je pourrais aller travailler à l'étranger. Le schéma, répondais-je invariablement, était faux : l'Unesco n'accepterait jamais ma démission avant mon retour à Paris, et, quant à moi, je n'avais d'autre ambition que d'y poursuivre ma tâche.

En août, les autorités roumaines élaborèrent un nouveau plan. Mon contrat avec l'Unesco se terminant le 31 octobre, il me suffisait de demander au Directeur général qu'il ne fût pas renouvelé — ainsi aurait été évité l'écueil de la démission. Mes interlocuteurs me demandèrent d'envoyer une lettre au Directeur général lui exprimant cette intention et lui proposant d'envoyer son représentant à Bucarest pour que je pusse le lui confirmer de vive voix. Je pris le parti d'accepter, dans l'espoir que ma fille, au moins elle, retrouverait la liberté et ses études à Paris. Je me dis par ailleurs que j'aurais ainsi l'occasion de parler au représentant du Directeur général et de lui dévoiler mes intentions véritables.

Un geste de la main incompris

Vers la fin du mois d'août, on m'informa que, à la suite de ma demande, M. M'Bow avait décidé d'envoyer à Bucarest un sous-directeur général, M. Jacques Rigaud, accompagné du directeur adjoint du Bureau du personnel, et qu'ils arriveraient le 6 septembre. J'en profitai pour qu'il fût mis fin à mon service militaire — il était prévu, semble-t-il, de le prolonger au-delà des cinq mois — en arguant que je refuserais de parler aux représentants de l'Unesco en tant que militaire. Les autorités donnèrent leur accord.

En revanche, elles n'autorisaient toujours pas ma fille à rentrer à Paris. Le jour même de l'arrivée de M. Rigaud, un agent de la Securitate me convoqua pour m'annoncer qu'il avait tenté d'obtenir l'autorisation du chef de l'Etat à l'aéroport, alors qu'il s'appêtait à prendre l'avion pour une visite officielle en Bulgarie, mais que Ceausescu avait répondu par un geste de la main... dont la signification n'était pas assez claire ! Dans ces conditions, il fallait attendre le retour du Président pour savoir exactement ce que ce geste signifiait. On m'a assuré que c'était l'affaire de quelques jours seulement, en insistant sur la nécessité, pour moi, de respecter l'arrangement prévu — le Directeur général devant repartir convaincu que je ne tenais pas au renouvellement de mon contrat — à défaut de quoi je serais l'objet d'une répression sévère et toute chance de compromis serait perdue. Incidemment, on me rappela que je devais prendre garde aux accidents de la circulation, qui était devenue très dangereuse à Bucarest.

L'après-midi du 6 septembre, je rencontrai M. Rigaud. Je lui expliquai les raisons de ma lettre adressée au Directeur général et lui confirmai, naturellement, mon désir de continuer à servir l'Organisation. « Je ne me sens aucunement engagé par un tel "gentlemen's agreement", lui dis-je, pour la simple raison que mes interlocuteurs ne sont pas des "gentlemen". » M. Rigaud m'assura qu'il me comprenait parfaitement. Je fis ensuite une déclaration, enregistrée sur cassette. J'y disais, entre autres :

« J'affirme n'avoir agi, en aucune manière, de façon coupable envers l'Etat roumain et la loi roumaine. Je n'ai fait qu'être fidèle au



Rien-Personne III,
technique mixte sur grillage,
par Christian Paraschiv,
artiste roumain.

serment que j'ai prêté en entrant à l'Unesco. Je ne vois aucune incompatibilité entre ce serment et le devoir d'un citoyen envers son pays... Il n'est pas question que je change de position... Le Directeur général ne doit pas hésiter à agir selon ce qu'il croit juste, même si cela devait porter atteinte à ma sécurité. La vie qui nous est imposée depuis juin 1976 n'est pas une vie. Nous sommes prêts, ma femme et moi, à accepter la mort, mais une mort debout. »

A la suite du rapport fait par M. Rigaud, mon contrat avec l'Unesco fut prolongé de deux ans. Le Conseil exécutif examina de nouveau mon cas à sa 103^e session, en septembre-octobre 1977. Le 6 octobre, le Conseil exécutif tint, pour la première fois, une séance publique sur le problème. Le président en retraça l'historique. Faisant référence à la Charte des Nations Unies et à l'Acte constitutif de l'Unesco, il rappela que les fonctionnaires internationaux devaient exercer leurs fonctions en toute indépendance et sous la seule autorité du Directeur général de l'Organisation. « Le Conseil exécutif, conclut-



il, est très préoccupé par ce qui apparaît comme une rupture, par un Etat membre, d'engagements internationaux qu'il a librement acceptés. Il appuie sans réserve la position du Directeur général et fait siennes les mesures qu'il a prises. »

Le représentant de la Roumanie, Marcel Ghibernea, prenant la parole au nom de son gouvernement, rejeta la déclaration du Président du Conseil et attaqua durement la position adoptée par le Directeur général. Il se livra aussi à des assertions calomnieuses à mon égard, allant jusqu'à affirmer que « (j'avais) dépensé de grosses sommes d'argent pour acquérir des biens dont la valeur dépassait de beaucoup (mes) revenus légaux ».

Le Directeur général lui répondit : « Toutes les mesures que j'ai prises dans cette affaire ont été portées à la connaissance du Conseil exécutif et pleinement approuvées par lui. Je peux donc affirmer à M. Ghibernea que je jouis ici de la confiance de la totalité des membres du Conseil exécutif — à l'exception, peut-être, de la sienne — parce que je me refuse à accepter de faillir au serment que j'ai prêté le jour où j'ai été élu Directeur général de l'Organisation... »

Entre-temps, les moyens d'information, dans de nombreux pays, avaient commencé à parler de mon cas. Mon nom devenait connu.

Une « organisation étrangère »

Les autorités roumaines décidèrent alors d'utiliser les grands moyens. Le 13 octobre, une procédure pénale fut ouverte contre moi, sous l'accusation de « trahison par transmission de secrets ». Selon le code pénal roumain (art. 157), ce délit est passible d'une peine de prison de cinq à quinze ans, accompagnée de la confiscation des biens. J'étais accusé d'avoir « transmis aux agents d'une *organisation étrangère* (en l'occurrence l'Unesco) des renseignements dont l'utilisation par celle-ci met en danger la sécurité de l'Etat ».

Les enquêteurs m'accordèrent deux heures pour répondre, par écrit, à cette accusation. Je m'attendais à cette éventualité ; on m'en avait déjà menacé plusieurs fois. J'étais donc prêt. En moins de vingt minutes, je développai l'argumentation suivante :

« Je considère cette accusation comme dépourvue de tout fondement : aucune de mes actions n'a pu constituer une effraction à l'article 157 du code pénal. Selon le rapport de la commission d'enquête, l'accusation porte sur des contacts que j'ai eus, de juin 1976 à octobre 1977, avec des représentants de l'Unesco, organisation dont je suis fonctionnaire. A cet égard, j'apporte les précisions suivantes :

« 1) Je n'ai jamais transmis à qui que ce soit des renseignements mettant en danger la sécurité de l'Etat.

« 2) Je considère comme aberrante l'idée qu'une organisation comme l'Unesco puisse utiliser des renseignements transmis par une personne pour mettre en danger la sécurité d'un de ses Etats membres, en l'occurrence la Roumanie.

« 3) Mes contacts avec les représentants de l'Unesco lors de la période citée ont eu trait exclusivement aux obligations qu'impliquent ma fonction au Secrétariat de l'Organisation et le serment fait au moment où je suis devenu fonctionnaire de l'Organisation. Ces contacts ont donc eu lieu en ma qualité de fonctionnaire de l'Unesco et ne peuvent être interprétés dans le cadre de l'article 157 du code pénal. En revanche, ils sont conformes à ce qui est prévu dans la *Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées*, article VI, section M, alinéa (a), convention ratifiée par la Roumanie.

« 4) Etant donné ce qui précède, je refuserai dorénavant de répondre à toute autre question dans le cadre de l'accusation susmentionnée. »

Je pensais que j'allais être arrêté. Mais on me dit que je resterais en liberté, avec l'obligation de me présenter au siège de la direction des enquêtes pénales de la Securitate, chaque jour de huit heures du matin à vingt-deux heures. J'eus ainsi l'expérience de ce que je n'avais vu jusqu'alors qu'au cinéma : les longs couloirs pleins de portes, surmontées chacune d'une lampe rouge qui s'allumait lorsqu'il y avait quelqu'un à l'intérieur ; les pièces où se déroulait l'enquête avec des barreaux aux fenêtres, les installations d'écoute...

Les enquêteurs commencèrent par me poser des questions du genre : « Reconnaissez-vous avoir transmis par l'intermédiaire des agents de l'Unesco des lettres destinées au Directeur général ? » ou : « Quand avez-vous rencontré pour la première fois le directeur du CEPES ? » Je répondais invariablement, fidèle à mon argumentation : « Je refuse de répondre à cette question. » Les enquêteurs étaient très déçus : je ne faisais que faciliter ma condamnation imminente. A quoi je répliquais : « Tant mieux, je retournerai plus vite à Paris. »

Au bout de quelque temps, les officiers chargés de l'enquête commencèrent à se lasser. Les séances finirent plus tôt et on en venait à parler d'autre chose que ce qui concernait mon enquête.

Le bâton et la carotte

Le 25 octobre, sept agents de la Securitate envahirent notre maison au petit matin pour faire une perquisition et mettre nos biens sous séquestre. L'objectif réel de l'opération, croyais-je, était de nous convaincre que ma condamnation était imminente. Mais il n'en fut rien.

Au contraire, le 12 novembre, je fus appelé chez le vice-ministre Pléchitza. Celui-ci, tout sucré tout miel, m'informa qu'il avait décidé

de mettre fin aux poursuites pénales, faute de raisons valables. En plus, « pour me démontrer la générosité des autorités », il m'annonça qu'il avait décidé de laisser ma fille rentrer à Paris pour reprendre ses études universitaires interrompues. Nous avions tous de la peine à croire qu'il ne s'agissait pas d'une nouvelle tricherie, mais ma fille reçut son passeport deux jours plus tard. Jusqu'à son arrivée à Paris, cependant, nous restâmes dans l'angoisse : après tout, elle pouvait être emmenée ailleurs... Mais quelques heures après son départ, nous recevions d'elle un coup de téléphone, avec le mot de passe convenu, assurant qu'elle était arrivée à bon port.

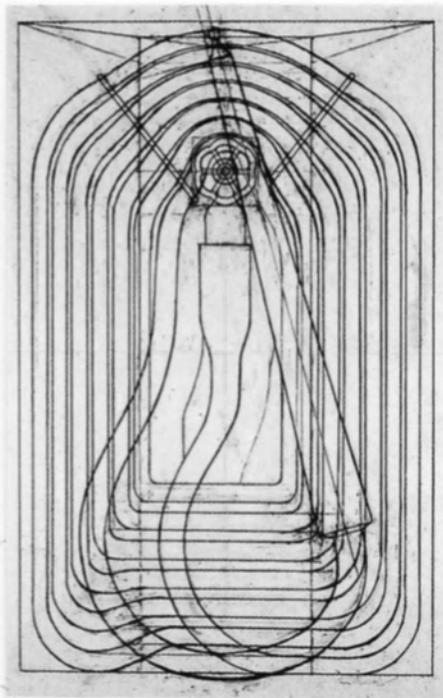
Le lendemain, le vice-ministre m'appela pour me dire en substance : « Nous avons été généreux envers vous ; maintenant, c'est à vous de faire preuve de gratitude en nous aidant à mettre fin au conflit avec l'Unesco. Dans quelques mois, vous pourrez quitter le pays et rejoindre votre fille si vous le voulez. » « Le droit accordé à ma fille de reprendre ses études me paraît tout à fait normal, répondis-je, pourquoi changerais-je la position qui est la mienne depuis le début de cette affaire ? » Pendant des heures, le dialogue continua, repris les jours suivants. Le vice-ministre m'assurait de toute sa considération et faisait appel à mes « sentiments patriotiques ». A certains moments, je trouvais ces « conversations » encore plus pénibles que celles où mon interlocuteur de la Securitate proférait toute sorte de menaces.

Au bout d'une quinzaine de jours, le ton changea à nouveau. Si je m'obstinais à refuser de coopérer avec eux, me dit Pléchitza, ma fille serait tuée à Paris ou ramenée de force en Roumanie. « Nous l'avons déjà fait dans d'autres cas », m'affirma-t-il. Je pris au sérieux cette nouvelle menace et j'en informai le Directeur général, qui demanda aussitôt la protection des autorités françaises pour ma fille.

Après une brève accalmie, la répression reprit au début de février 1978. J'eus plusieurs entretiens avec un secrétaire du Comité central du Parti et ancien ministre de la Securitate, Ion Stanesco. Il menaça à son tour de me jeter en prison et, quand j'invoquai la loi, il me répliqua : « Il n'y a pas de loi pour des gens comme toi. » On m'informa que mon procès allait entrer dans sa phase finale.

Le dénouement

Le 28 février, la presse publia des extraits d'une déclaration que j'avais envoyée à Paris et que ma fille avait rendue publique : « La tragédie que j'ai vécue depuis juin 1976 tient surtout au fait que je me trouve prisonnier dans mon propre pays... Ma fidélité à mon pays n'est pas une raison pour que j'accepte l'injustice qui m'a été faite, pour que je sois victime de la calomnie, de l'abus de pouvoir et du mépris des lois... A plusieurs reprises, les représentants des autorités ont évoqué comme argument majeur : "Vous êtes citoyen roumain et l'Etat peut faire de vous ce qu'il veut". Puisque le caractère féodal de cet argument ne me plaît pas, puisque tout dialogue avec le pouvoir est



Dessin pour frustration (1981), fusain sur papier, par Konrad Klapheck, peintre allemand (RFA).

impossible, j'ai demandé à renoncer à la nationalité roumaine. »

Le 8 mars 1978 eut lieu une des plus importantes séries de limogeages du régime Ceausescu. Tous les responsables auxquels j'avais eu affaire y passèrent. Je fis aussitôt savoir que je refusais de répondre à toute convocation judiciaire, tant que je n'aurais pas parlé aux nouveaux responsables.

La pression internationale, pendant ce temps, devenait de plus en plus forte. Des délégations, gouvernementales ou parlementaires, de passage en Roumanie, évoquaient mon cas — lequel était aussi soulevé lors des visites de Ceausescu à l'étranger.

L'ONU, qui, jusqu'alors, s'était tenue à l'écart, prit position lors d'une session du Comité administratif de coordination (CAC), en avril 1978, présidée par le Secrétaire général des Nations Unies. Il apporta son appui à M. M'Bow et prit un certain nombre de mesures : mon affaire serait évoquée aux Nations Unies et à la prochaine Conférence générale de l'Unesco. Le Conseil exécutif de l'Organisation, qui se réunissait en mai, fut saisi d'une proposition en vue de porter le conflit devant la Cour internationale de justice de La Haye. Enfin, l'Association du personnel de l'Unesco et la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux (FICSA) condamnèrent cette atteinte à l'indépendance de la fonction publique internationale et adoptèrent différents plans d'action...

Ceausescu, finalement, céda. Le 6 mai, je fus appelé par les autorités qui m'annoncèrent que j'étais autorisé à rentrer à Paris.

Le 12 mai 1978, ma femme et moi quittions Bucarest, avec un visa touristique, et, deux jours plus tard, nous arrivions à Paris, après vingt-trois mois d'absence. Le 16 mai, je reprenais mon service normal à l'Unesco.

J'avais gagné, mais je restais marqué pour la vie par cette épreuve. ■

Crédits photographiques

Couverture, page 3 : © Isabelle Wolff, Paris. Couverture de dos : © G. F. Giraudon, Paris. Page 2 : © Gervais Bataillé, Conques-sur-Orbeil, France. Page 5 : Gilles Bassignac © Gamma, Paris. Pages 6-7 : Claude Gaspari © FDAC Conseil général du Val de Marne, commande 1988. Page 8 : Gabina Farova © Vu, Paris. Page 9 : © Amnesty International, Paris. Pages 10-11 : © J. Bottin, Paris. Pages 10 en bas, 40 à gauche : Unesco/Dominique Roger. Pages 12-13, 14-15, 17 : Stéphane Duroy © Vu, Paris. Page 14 : © W. W. Norton and Co., New York. Page 15 en bas : © Keystone, Paris. Pages 16, 45 : Manuel Vimenet © Vu, Paris. Pages 18-19 : © Andreas Sterzing 1990, New York. Page 20 à gauche : © Anne Truffaut, Paris. Pages 20-21 : M. Renaudeau © Hoa-Qui, Paris. Page 22 : © Edimedia, Paris, musée national d'Art moderne, Centre Georges Pompidou, Paris. Page 23 : © Nicole Dufour, Hong Kong. Pages 24, 37, 38, 46-47, 50 : © « Les artistes du monde contre l'apartheid », Paris. Page 25 : © Galerie Claude Samuel, Paris. Pages 26-27 : © AIAP/Bibliothèque des Arts, tiré de *Unesco, 40 artistes, 40 ans, 40 pays*. Page 28 en haut : Gaby Sommer © Gamma, Paris. Page 28 au milieu : © Musée national d'Art moderne, Centre Georges Pompidou, Paris. Page 28 en bas : Lavaud © Arephot, Paris. Page 29 en haut : © Rapho, Paris. Pages 28-29 : H. Silvester © Rapho, Paris. Page 30 : © Humano S.A./Les Humanoïdes associés, Paris. Page 32 à gauche : *Gaywood-Spooner* © Gamma, Paris. Page 32 à droite : © Youri Mirakov, Moscou. Page 33 : © Galerie du Génie, Paris-Bastille. Pages 34-35 : © Giraudon, Paris. Page 34 en bas : © CAPC, musée d'Art contemporain de Bordeaux. Collection Phoebe-Chason, New York. Page 35 en bas : Setboun © Rapho, Paris. Page 36 : © Edimedia, Paris. Galerie Trétiakov, Moscou. Page 37 en bas : Ferry © Gamma-Liaison, Paris. Page 39 : © Edimedia, Paris. Musée de la révolution d'Octobre, Leningrad. Page 40 à droite : © Groupe Bogolan Kasobane, Bamako. Pages 40-41, 44 en haut : © Hassan Massoudy 1988, Paris. Page 41 en bas : © Galerie du Dragon, Paris. Page 42 : © Iradj Emami, Paris. Page 43 en haut : © Ung No Lee 1988, Paris. Page 43 en bas : © Jovica Veljovic 1988, Yougoslavie. Page 44 en bas : © Jean Larcher 1988, Paris. Pages 48-49 : © Christian Paraschiv, La Courneuve.



43^e ANNÉE

Mensuel publié en 34 langues
et en braille
par l'Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture.

31, rue François Bonvin, 75015 Paris, France.

TÉLÉPHONE :

POUR JOINDRE DIRECTEMENT VOTRE CORRESPONDANT
COMPOSEZ LE 45.68. ... SUIVI DES QUATRE CHIFFRES QUI
FIGURENT ENTRE PARENTHÈSES À LA SUITE DE CHAQUE NOM.

Directeur : Bahgat Elhadi
Rédacteur en chef : Adel Rifaat

RÉDACTION AU SIÈGE

Secrétaire de rédaction : Gillian Whitcomb
Français : Alain Lévêque, Neda El Khazen
Anglais : Roy Malkin, Caroline Lawrence
Espagnol : Miguel Labarca, Araceli Ortiz de Urbina
Arabe : Abdelrahid Elsadek Mahmoudi
Russe : Gueorgui Zéléline
Etudes et recherches : Fernando Ainsa
Unité artistique, fabrication : Georges Servat
Illustration : Ariane Bailey (46.90)
Documentation : Violette Ringelstein (46.85)
Relations éditions hors Siège : Solange Belin
Relations avec le public : Claudie Duhamel (45.86)
Secrétariat de direction : Annie Brachet (47.15),
Mouna Chatta
Editions en braille (français, anglais, espagnol et
coréen) : Marie-Dominique Bourgeois (46.92)

ÉDITIONS HORS SIÈGE

Russe : Alexandre Melnikov (Moscou)
Allemand : Werner Merkli (Berne)
Italien : Mario Guidotti (Rome)
Hindi : Ganga Prasad Vimal (Delhi)
Tamoul : M. Mohammed Mustafa (Madras)
Persan : H. Sadough Vanini (Téhéran)
Néerlandais : Paul Morren (Anvers)
Portugais : Benedicto Silva (Rio de Janeiro)
Turc : Mefra Ilgazer (Istanbul)
Ourdou : Hakim Mohammed Saïd (Karachi)
Catalan : Joan Carreras i Martí (Barcelone)
Malais : Azizah Hamzah (Kuala Lumpur)
Coréen : Paik Syeung Gil (Séoul)
Kiswahili : Domino Rutayebesibwa (Dar-es-Salaam)
Croato-serbe, Macédonien, Serbo-croate,
Slovène : Bozidar Perković (Belgrade)
Chinois : Shen Guofen (Beijing)
Bulgare : Goran Gotev (Sofia)
Grec : Nicolas Papageorgiou (Athènes)
Cinghalais : S.J. Sumanasekera Banda (Colombo)
Finnois : Marjatta Oksanen (Helsinki)
Suédois : Manni Kössler (Stockholm)
Basque : Gurutz Larrañaga (San Sebastian)
Thaï : Savitri Suwansathit (Bangkok)
Vietnamien : Dao Tung (Hanoi)
Pachto : Zmarai Mohaqiq (Kaboul)
Haoussa : Habib Alhassan (Sokoto)
Bangla : Abdullah A. M. Sharafuddin (Dacca)

VENTES ET PROMOTION

Responsable : Henry Knobil (45.88), Assistante : Marie-
Noëlle Branet (45.89), Abonnements : Marie-Thérèse
Hardy (45.65), Jocelyne Despouy, Alpha Diakité, Jacqueline
Louise-Julie, Manichan Ngonekeo, Michel Ravassard,
Michelle Robillard, Mohamed Salah El Din,
Sylvie Van Rijsewijk, Ricardo Zamora-Perez
Liaison agents et abonnés : Ginette Motreff (45.64),
Comptabilité : Liliane Tasch (45.66)
Courrier : Martial Amegee (47.50)
Magasin : Hector Garcia Sandoval (47.50)

ABONNEMENTS
Tél. : 45.68.45.65

1 an : 126 francs français. 2 ans : 234 francs.

Pour les pays en développement :

1 an : 99 francs français. 2 ans : 180 francs

Reproduction sous forme de microfiches (1 an) : 85 francs.

Reliure pour une année : 68 francs

Paiement par chèque bancaire, CCP ou mandat à l'ordre
de l'Unesco.

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition
d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduits
du Courrier de l'Unesco », en précisant la date du numéro. Trois
justificatifs devront être envoyés à la direction du Courrier. Les photos
non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande.
Les manuscrits non sollicités par la Rédaction ne seront renvoyés que s'ils
sont accompagnés d'un coupon-réponse international. Les articles paraissant
dans le Courrier de l'Unesco expriment l'opinion de leurs auteurs et non
pas nécessairement celle de l'Unesco ou de la Rédaction. Les titres des
articles et les légendes des photos sont de la Rédaction. Enfin, les frontières
qui figurent sur les cartes que nous publions n'impliquent pas
reconnaissance officielle par l'Unesco ou les Nations Unies.

IMPRIMÉ EN FRANCE (Printed in France)

DEPOT LEGAL : C1 - JUIN 1990

COMMISSION PARITAIRE N° 71842 - DIFFUSÉ PAR LES N.M.P.P.
Photocomposition : Le Courrier de l'Unesco. Photogravure-impression :
Maury-Imprimeur S.A., Z.I. route d'Etampes, 45330 Malesherbes.

ISSN 0304-3118 N° 6 - 1990 - OPI - 90 - 5 - 480 F

Ce numéro comprend 52 pages et un encart publicitaire de 4 pages
situé entre les pages 10-11 et 42-43.

en offrant à un ami
un abonnement au
Courrier de l'Unesco
vous lui faites 3 cadeaux



1

Il découvre l'unique revue culturelle
internationale paraissant en 35 langues et
attendue, dans 120 pays, par des centaines de
milliers de lecteurs de toutes nationalités

2

Il explore, mois après mois,
la formidable diversité des cultures
et des savoirs du monde

3

Il s'associe à l'œuvre de l'Unesco qui vise à
promouvoir « le respect universel de la justice,
de la loi, des droits de l'homme et des libertés
fondamentales pour tous, sans distinction de
race, de sexe, de langue ou de religion... ».

